

LE PEUPLE BRETON

3f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

CE NUMÉRO : 32 PAGES

N° 168
NOVEMBRE 1977

LA BRETAGNE

**CHAMPIONNE
DU MONDE
DE L'ALCOOLISME**

STAL BREIZH COOP

Levrioù · Pladennoù · Binvioù · Seniñ
Livres · Disques · Instruments de musique

17, rue de Penhoët · RENNES — Pg. : 79.01.87



DÉPARTEMENT PROFESSIONNEL
DE LA S.A. NÉDELEC RADIO-SELL

161, rue J.-Jaurès · 29200 BREST
Tél. 44.32.79 - 44.84.65

Radio-Téléphone — Recherches de personnes — Sonorisation — Musique d'ambiance
Interphone — Répondeurs Téléphoniques — Laboratoires de langues — Machines à dicter
TV en circuit fermé — Caméras de télévision — Magnétoscopes — Locations diverses
Méthodes et matériels audio-visuels

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Breiz
Imprimerie
100, Rue Paul Guieysse
LORIENT
64.16.42

"LA GALETTE BRETONNE"

BOULZENNEC Joël

92^e, rue Desmoulins
44300 NANTES

Remettra 15 % de la recette aux organisa-
teurs qui lui permettront de travailler lors
de toutes fêtes, fest-noz, etc...

Galettes, crêpes, saucisses, merguez...

iroise-décor

B. LEPROHON/31, RUE INKERMANN/29200 BREST
Tél. 02.00.33

PEINTURE — PAPIERS PEINTS — TISSUS MURAUX
AMÉNAGEMENT D'INTÉRIEURS — MOQUETTE

LIBRAIRIE LE TROADEC

IMPRIMERIE - PAPETERIE
— TIRAGES DE PLANS

1, av. de la Gare, CARHAIX
Tél. 93.00.04

AGENCE DE VOYAGE
Kerfant LIC. B 631.71

KABIGS, CABANS, MARINIÈRES,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR

247, rue J.-Jaurès · BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tél. 02.26.69

« LE PEUPLE BRETON » Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 30 F

De soutien : à partir de 50 F

Etranger : 40 F

Etranger (par avion) : 55 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse
nous demandons à nos abonnés de
nous écrire en joignant ou en
recopiant leur dernière bande d'expé-
dition du journal et en joignant 2,00 F
en timbres pour frais. Merci d'avance.

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

32 PAGES

Votre journal paraît ce mois sur 32 pages. C'est un chiffre que nous pourrions atteindre et même dépasser chaque mois, si nous considérons seulement le nombre des articles dont nous disposons, le volume du courrier — souvent intéressant — que vous nous adressez. C'est un chiffre que nous voudrions définitif, mais qui est chaque mois remis en question, selon les résultats de nos ventes militantes, selon la quantité de publicité qui est démarchée. Le trésorier de notre presse, Aldrig Russon, nous donne parfois le feu vert; d'autres fois il serait périlleux d'augmenter le nombre de pages: la gestion d'un journal militant, qui se refuse à accumuler du profit, est précaire. Vous êtes par vos aides, même les plus modestes, un élément précieux pour le Peuple Breton. Permettez-nous de paraître, le mois prochain encore, sur 32 pages!

7^e LISTE :

Annaig Hascoet, Locronan	30,00 F
Fernand R., Limay (78)	20,00 F
Guy D., Concarneau	10,00 F
Patrig B., Lesneven	20,00 F
Jacques B., Paris	20,00 F
Emile G., St-Raphaël (83)	

En espérant que vous puissiez
réconcilier les deux grands
partis de gauche

Michel A., Brest	20,00 F
Gérard B., Bourges (18)	20,00 F
Albert L., Brest	20,00 F
Robert R., Brest	70,00 F
Hervé L.G., Rennes	20,00 F
Jean-Jacques L., Collorec	20,00 F
Michel Cazuguel, Brest	30,00 F
Guy Tudy-Le Duff, Rennes	20,00 F

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

Composition mécanique — Lorient
Imprimerie Cornouaillaise — Quimper
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 9 200 ex. — Dépôt légal : 4^e trim.
Directeur de la publication : R. Leprohon

Yves Gillet, St-Vincent en Persquen	70,00 F
Luc D., Nantes	20,00 F
Paul L., Ploumiliau	20,00 F
Anonymes, Fest-nos	
St-Loup, Guingamp	4,00 F
Anonyme, Fest-nos	
Gallodic, Lanrivain	7,00 F
Anonyme, spectacle	
Nominee, Guingamp	1,00 F
Mikael Briand, Ploumanach	10,00 F
André M., Lannuon	70,00 F
Charles B., Orléans (45)	20,00 F
Hervé Barraud, Lille (59)	20,00 F
René M., St-Mars-la-Jaille	20,00 F
Michel Le Tallec, Le Havre	20,00 F
Claude Guého,	
Vaujours (93)	20,00 F
Monique Rémond, Paris	20,00 F
Joël Guégan, Guidel	70,00 F
Viviane P., Lorient	10,00 F
Hervé C.,	
St-Barthélé. d'Anjou (49)	10,00 F
Lannig K., Quimper	20,00 F
Anonyme, Theix	50,00 F
B. Péron, St-Herblain	20,00 F
Michel J.,	
Vaires-sur-Marne (77)	70,00 F
Yves J., Douarnenez	30,00 F
Guy Q., Maroc	30,00 F
Michel C., Flées (72)	20,00 F
Pour que vive le P.B. afin de donner la parole aux travailleurs dans le combat de la gauche, M.N., Paris	20,00 F
Germaine G., Brest	20,00 F
Guy Le Corre, La Feuillée	30,00 F
Pierre Le Blanc, La Baule	70,00 F
Fest-nos de la section UDB de Saint-Malo	50,00 F
B.D., Paris	70,00 F
P. Collobert, Quimperle	30,00 F
Denise D., Strasbourg	20,00 F
Jacques V., Quimper	20,00 F
Liliane S., Hennebont	41,00 F
Jean Morvan, St-Niau	10,00 F
Jean U., Saint-Renan	20,00 F
Alain M.,	
Les Clayes-sous-Bois	20,00 F
Bernard J., Brest	20,00 F
Marie-José P., Algérie	45,00 F
Pierre L.R., Concarneau	20,00 F
Anonyme, Locmaria-Berrien	20,00 F
Section UDB Concarneau	5,40 F
François R., St-Goulay	20,00 F
Jean-Pierre G., Brest	50,00 F
Gwenn R., Paris (13 ^e)	20,00 F
Michel Guillerme, Brest	70,00 F
Jean L., Penvenan	170,00 F
Guy Cars, L'Hermitage	20,00 F
Loig L.C., Guichen	70,00 F
Jean L.M., Briec	10,00 F
Roger L.D., Saint-Brieuc	
toutes mes félicitations	20,00 F
Paulette S., Concarneau	20,00 F
Yann-Fanch et Mari Langoët,	
Périgueux (24)	30,00 F
M.C.M., Clamart (92)	20,00 F
Alan C., Lanester	50,00 F
Christian C., Loudéac	20,00 F
Jacques H., Argenteuil (95)	20,00 F
A.L.B., Lorient	2,00 F
H.L.B., Allemagne	10,00 F
F.D., Carhaix	20,00 F
René Gléau, Plouarzel	70,00 F
Isabelle D., Mazamet (81)	5,00 F
Daniel L.F., Ploumiliau	20,00 F
Jean-Jacques Robin,	
Compiègne (61)	10,00 F
M. Hamon-Coz, Plougoulin	20,00 F
Martine Milin, Brest	7,00 F

Total de la 7^e liste 2347,40 F

Report des listes précéd. . 16332,65 F

TOTAL 18680,05 F

SOMMAIRE

ETUDES

L'ALCOOLISME EN BRETAGNE	4
LES TRANSPORTS	25

SOCIAL

LE CONFLIT DUBIGEON ..	8
MAITRES-AUXILIAIRES AU CHOMAGE	9

POLITIQUE

LES VOTES AU CONSEIL REGIONAL	10
L'U.D.B. A FR 3	10
LA PAROLE AUX CANDIDATS	15

RUBRIQUE

D'AUTRES LE DISENT ..	7
LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES	12
LA VIE DE L'U.D.B.	14
P.B. SERVICE	19
FESTOU-NOS	19
LA CARICATURE DU MOIS	10

INTERNATIONAL

PEUPLES OPPRIMES	16
L'AUTONOMIE CATALANE	16

POLEMIQUE

A PROPOS DE STIVELL	18
------------------------------	----

CULTURE

MUSEE BIGOUDEN	20
AUTRE NOUVELLE RU- BRIQUE, L'HISTOIRE	21
EN BRETON DANS LE TEXTE	21

COURRIER DES LECTEURS

ÉDITORIAL

.....	32
-------	----

LES CHAMPIONS DU MONDE DE L'ALCOOLISME

ET SI C'ÉTAIT UN PROBLÈME POLITIQUE ?

Parler de l'alcoolisme en Bretagne est presque devenu une banalité, tant par l'importance que revêt le phénomène, que l'on tend de plus en plus à mettre en rapport avec le sous-développement breton, que par l'impuissance que l'on constate auprès des Pouvoirs Publics pour intervenir.

Beaucoup de travaux ont été entrepris sur le sujet déjà, mais avec souvent un a priori sur les mécanismes psychologiques, individuels ou collectifs, en cause.

En juin dernier, Guy Caro et Yvon Bertrand, à la tête d'une équipe de chercheurs regroupant des médecins, travailleurs sociaux, économistes notamment, ont publié une étude, intitulée par eux :

« Alcoolisme et Bretagne » (1)

Ce travail qui se veut être « une recherche sur les manières de boire et la prévention de l'alcoolisme en Bretagne », a le mérite d'apporter au sujet une enquête chiffrée, tant sur les mécanismes économiques de l'introduction et de la distribution des boissons alcoolisées dans notre pays, que sur la consommation du vin, de la bière et des alcools avec les conséquences sociales et sanitaires qu'on connaît.

Si cette étude touche essentiellement la Région de Programme (4 départements), les auteurs se réfèrent fréquemment à la Loire-Atlantique qui présente, d'ailleurs, des données aussi sombres dans ce domaine.

A ceux qui ont lu l'article paru précédemment dans le Peuple Breton « Pourquoi meurt-on plus tôt en Bretagne ? », nous pouvons dire que l'enquête menée apportera un éclairage renouvelé et objectif.

Un enquêteur du pays bigouden, « dénommé Jopig ar Burzudus », écrivait récemment : (2)

« Aujourd'hui, 11 novembre, Jour Souvenir... et de la tournée générale offerte par le maire à tous les participants à la cérémonie. »

(1) « Alcoolisme et Bretagne », CIREES B.P. 275 RP, 35005 Rennes.

Journal de bord de Jopig ar Burzudus, enquêteur au pays bigouden, novembre 1975.

Imaginons que dans le cadre d'une campagne pour l'éradication de l'alcoolisme, le maire décide de ne pas offrir la tournée de rigueur en ce jour... Peut-être la question de l'alcoolisme est-elle une question politique entre autres choses... ?

Il y avait un candidat du pouvoir, célèbre, dont la campagne consistait surtout à offrir la tournée ; mais cela, objectera-t-on, ne suffit pas à classer l'alcoolisme dans l'ordre politique : ce candidat à la députation était marchand de vin et autres liquides alcoolisés.

Un coup de rouge ou de Fidelic = 1 bulletin, cela fait partie d'une arithmétique largement répandue, dont les traces écrites ne sont pas forcément légion... ».

SITUER LA QUESTION

Les chiffres que nous possédons sur la consommation des boissons alcoolisées dans le monde sont parlants : en litres d'alcool pur par habitant et par an, la France est au 1^{er} rang avec 17 litres, ce qui représente par habitant une consommation annuelle de 104 litres de vin, de 45 litres de bière, de 6 litres de spiritueux.

Devant ce premier constat, on est amené à se poser la question : quelle

place la Bretagne occupe-t-elle dans un aussi dramatique Palmarès ?

Le taux des décès par alcoolisme et cirrhose du foie place la Bretagne des 5 départements bretons (comme des 4 de la Bretagne-croupion) au 1^{er} rang des régions françaises pour la mortalité par alcoolisme : avec plus de 63 décès sur 1 000 par alcoolisme, la Bretagne est très au-dessus de la moyenne française, qui avoisine à 41.

Nous nous trouvons ainsi placés devant ce double état de fait, qui est une double question :

1) Si la France est le premier pays au monde pour la consommation d'alcool

2) Si la Bretagne est, de loin, la première « région » française pour la mortalité alcoolique, quelles conclusions peut-on en tirer ?

ON NE CONCLUT PAS

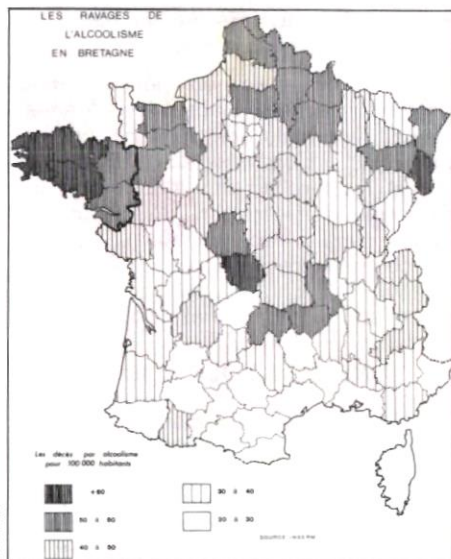
On se rappelle de l'enquête « sur le Bonheur des Français » publiée par un hebdomadaire. Dans ce classement par département, le Morbihan crevait tous les plafonds ! 96^e sur 96.

On se rappelle aussi comment

LA CONSOMMATION D'ALCOOL DANS LE MONDE

	Vin en litres	Bières en litres	Spiritueux en litres d'alcool pur	Consommation totale en litres d'alcool pur
France	103,7	45,2	2,6	17,0
Espagne	76,0	47,0	2,6	14,1
Portugal	89,7	32,7	0,9	13,9
Italie	107,5	12,7	2,0	13,4
Allemagne Féd.	23,2	147,8	3,0	12,5
Hongrie	37,0	62,9	3,0	9,5
Tchécoslovaquie	15,0	142,2	3,0	9,1
Pologne	7,4	36,8	4,6	7,3
Etats-Unis	6,5	81,7	3,1	7,0
Irlande	3,5	84,4	2,0	6,7
U.R.S.S.	16,0	21,5	3,3	6,3

La consommation présentée est celle d'un habitant en un an. Pour faciliter la comparaison, on a converti les chiffres en litres d'alcool pur, c'est-à-dire à 100°.



Les décès par alcoolisme pour 100.000 habitants.

Marcellin et l'Abbé Laudrin avaient tempêté jusqu'à ce qu'on reconnaisse à leur département chéri le rang... d'avant-dernier ! Comme on dit, c'est toujours ça de gagné !

Nous sommes ici devant un dilemme : peut-on dire que les bretons, les plus touchés par la mortalité alcoolique, dans le pays qui en consomme le plus au monde, sont les plus alcooliques de tous ?

En un mot : **le peuple breton est-il le peuple le plus alcoolique du monde ?**

On serait en droit de le penser, et même de l'écrire. Mais c'est là une bien lourde responsabilité, que le commanditaire de cette intéressante étude, le Haut Comité d'Etudes et d'Informations sur l'Alcoolisme (Rattaché au Ministère de la Santé) ne tiendrait sans doute pas à prendre.

Alors ? Eh bien, il faut le dire, on a noyé le poisson ! Lors du dernier colloque qui s'est tenu à l'Université de Brest en Septembre 1977, le Professeur Le Menu indiquait qu'il y avait un rapport direct entre la consommation d'alcool et la mortalité alcoolique.

Beaucoup le pensaient, mais pas — apparemment — les auteurs de l'Etude.

En effet, après une méthodique étude sur les importations d'alcool en Bretagne, la production autochtone, la distribution, un grand flou apparaît quant à la consommation d'alcool.

D'abord, l'enquête de 1971 réalisée par l'INSEE, sur la consommation des ménages en France, laisse apparaître qu'en Bretagne on consommait moins de vin qu'en France puisque dans le Budget Boisson, la part du vin est de 42 % en Bretagne, 44 % en France.

On peut, bien sûr, objecter à une telle enquête, que les dépenses en alcool ne rentrent souvent pas en ligne de compte dans les dépenses dites « du ménage », chacun dépensant en boissons, avec des ressource

ces non comptabilisées dans le budget familial.

Ailleurs, on évoque un recensement dans une commune du Morbihan, dont les chiffres sont particulièrement bas : 85 l de vin consommés par habitant et par an, quand la moyenne française atteint le chiffre de 104 l, et alors que le Morbihan est reconnu comme le plus alcoolisé des départements français... !

Les auteurs reconnaissent bien que « le chiffre régional est certainement sous-évalué... » mais ne précisent pas davantage.

QUAND L'HEREDITE S'EN MELE...

Pour les auteurs de l'enquête, il semble bien qu'on ne doive pas surévaluer l'importance du phénomène en Bretagne, car « on peut se demander si les critères d'établissement de ces données sont comparables d'une région à l'autre, d'un département à l'autre ».

Ne se faisant, sans doute, pas trop d'illusions, les auteurs constatent d'ailleurs : « Il n'est pas surprenant que la Bretagne, y compris la Loire-Atlantique, est la région qui vient largement en tête pour ces 2 séries de statistiques » (les accidents de la route attribués à l'ivresse et à des taux d'alcoolémies pratiquées sur les conducteurs).

Le spectre de l'alcoolisme héréditaire, théorie en vogue au 19^e siècle, et que les recherches modernes en ce domaine ont condamné, revient en force avec l'idée que les bretons pourraient bien présenter une « vulnérabilité particulière » à l'alcool.

On peut, par contre, retenir comme beaucoup plus fiable l'idée que les boissons consommées sont de qualité particulièrement mauvaises...



IFFIG

• a lu avec quelque surprise une lettre du « Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme » diffusée par les services du ministère de l'intérieur.

• Y a trouvé en effet l'argumentation suivante : « les chercheurs posent la question d'une **possible corrélation entre alcoolisme et identité bretonne** en ces termes : « la négation historique de l'identité bretonne est-elle l'un des facteurs de l'important alcoolisme existant actuellement en Bretagne ? Quelles incidences les migrations peuvent-elles avoir sur les manières de boire et l'alcoolisme ? ».

Ils proposent la mise sur pied « d'une sorte de vaste psychodrame collectif du peuple breton sur ces questions ».

• se demande comment Christian Bonnet, qui laisse ses collaborateurs diffuser des brûlots aussi subversifs, a pu se faire accuser de « trop s'occuper des autonomistes bretons ».

ayant la plus forte production en France qui a le plus faible taux de mortalité par alcoolisme ».

C'est en effet, qu'en Languedoc on consomme du vin naturel, alors qu'en Bretagne il est fortement chaptalisé : on y rajoute de fortes quantités de sucre (dans le scandale des vins, on a évoqué la « disparition » de 200 000 tonnes de sucre pour faire passer les vins légers à de forts degrés : 12°, 13° parfois).



LE VIN DES BRETONS

Il semble exister un paradoxe devant la situation suivante :

« C'est la Bretagne, région non productrice du vin qu'elle consomme qui vient largement en tête alors que c'est le Languedoc-Roussillon, région

C'est bien sûr, le profit des négociants et grossistes qui est en cause :

« Chaque année 200 000 tonnes de sucre disparaissent dans la nature, entendez dans les cuves d'appellation contrôlée. Cela représente dans ces régions une fraude portant sur la

fabrication de 8 millions d'hectolitres au moins, uniquement avec du sucre. A 5 francs du degré hecto de bénéfice net, cela représente pour ces régions une « rallonge » de 40 à 50 milliards d'anciens francs...

Quand le profit est en cause, il s'accompagne toujours du mépris de l'usager. C'est ainsi qu'un négociant breton déclarait sans complexe : « Le Breton veut du fin fort. On a de très bons vins, mais légers, on est obligé de les trafiquer avec de mauvais vins blancs et rosés. D'ailleurs les alcooliques n'apprécient pas les boissons en général ; quand ils les apprécient, ils font des progrès... »

A bon entendeur, salut !

QUAND LE PROBLEME DE L'EMPLOI S'EN MELE...

On le sait. La Bretagne ne produit pas de vin, hormis ceux du vignoble du Pays Nantais. Pourtant les alcools, industriels et artisanaux, fournissent de nombreux emplois en Bretagne.

Dans le secteur artisanal, on ne compte pas moins de 100 000 bouillieurs de crû qui fabriquent des alcools distillés (« lambic » ou « goutte ») qui leur apportent de menus revenus.

Dans le secteur industriel, on compte 280 établissements qui emploient plus de 3 000 personnes. Les plus importants sont la Société Européenne de Brasseries avec près de 400 salariés, implantée à Rennes et à Brest, la Ferrière de Messac, Ricard à Noyal sur Vilaine, les Alcools du Venin à Antrain...

Certaines de ces entreprises sont particulièrement prospères telle la Société Ricard qui est passée de 63 personnes en 1965 à 109 en 1975, tandis que sa production quadruplait dans le même temps : l'usine de Noyal approche actuellement les 50 millions de litres de Ricard par an, et la Bretagne est un de ses principaux clients.

C'est en Haute-Bretagne qu'est concentré le secteur des alcools industriels, puisque 9 usines sont situées dans un rayon de 70 kms autour de Rennes.

Un important trafic d'approvisionnement en alcools (et surtout en vin) vient s'y ajouter :

- 140 000 tonnes de vins arrivent par les ports de St-Malo, St-Brieuc, Brest, Quimper, Lorient, St-Nazaire.
- 25 000 tonnes de vins arrivent à Rennes par le rail, plusieurs dizaines de milliers de tonnes de bière et d'alcools divers également.
- 25 000 tonnes de vins sont acheminées par la route.

Et l'on estime que ces chiffres officiels sont bien en-dessous de la réalité...

La distribution par grossistes s'effectue par un réseau qui emploie plus de 2 000 personnes qui se répartissent en 150 entreprises de taille variable, puisqu'elles emploient de 5 à 100 salariés.

La distribution au détail atteint en Bretagne des proportions hors du commun : dans les 50 principales communes de Bretagne, on a recensé en 1973 plus de 3 000 débits de boissons qui représentent 30 % des commerces alimentaires, auxquels on peut adjoindre 1 800 hôtels-restaurants.

Ainsi, on peut constater que l'industrie de l'alcool emploie des dizaines de milliers de travailleurs. L'Alcoolisme et le sous-développement breton se trouvent ainsi étroitement liés, voire indissociables.



Gilbert Uzan/Gamma

LES RESULTATS D'UNE ENQUETE

C'est incontestablement l'enquête par questionnaire menée auprès de 114 agriculteurs de Haute et de Basse-Bretagne, de 103 ouvriers du bâtiment, de 100 marins-pêcheurs, qui apporte, par sa rigueur, les précisions les plus éclairantes sur l'alcoolisme dans les milieux populaires bretons. Quelles sont-elles :

— « Les buveurs se situent en proportion plus importante que les non-buveurs parmi les plus défavorisés tant sur le plan économique que sur le plan culturel et sur le plan de la participation aux responsabilités sociales et professionnelles.

— L'isolement social et familial est une constante chez les buveurs.

— Enfin les buveurs parlent plus souvent la langue bretonne chez les agriculteurs et les marins-pêcheurs, alors que le fait de ne pas pouvoir parler le breton provoque une détresse

se chez les ouvriers du bâtiment, très souvent d'origine rurale.

Il n'a pas été possible d'approfondir en 430 pages les données recueillies, mais les auteurs ouvrent la voie : « L'un des axes principaux d'une recherche en ce domaine en Bretagne doit être, en allant plus loin qu'un simple recensement, d'essayer de comprendre l'articulation entre les facteurs psychologiques et les facteurs sociologiques et culturels ».

UNE MOSAIQUE D'IDEES

• Un travail a été mené par le service de psychiatrie, dirigé par le professeur Badiche, sur le quartier de Rennes-Maurepas, quartier à dominante ouvrière. Sur 74 dossiers d'hospitalisation, de sujets alcooliques, on note que 3 à 4 ans plus tard, la proportion de bons résultats (absence de rechute, réintégration sociale et professionnelle) atteint seulement 20 %, proportion retrouvée dans la plupart des pays occidentaux.

• Un article mérite notre attention : c'est celui du docteur Jean-Louis Floch, qui dirige le Centre d'Hygiène Alimentaire à l'Hôpital de Morlaix. Ce centre reçoit les conducteurs ayant été « surpris » avec un taux d'alcoolémie supérieur à 0,80 g/litre. Le docteur Floch souligne l'intérêt particulier de pouvoir communiquer en langue bretonne avec les consultants, autant pour la compréhension des facteurs culturels en cause dans l'alcoolisme, que pour une suite positive de ces patients. Ceci nécessite, bien évidemment, que l'équipe médicale et para-médicale pratique suffisamment la langue bretonne, ce qui est loin d'être toujours le cas.

• Une étude a aussi été pratiquée par la permanence « S.O.S. femmes » de Concarneau, qui reçoit les femmes en difficultés. Marie-Ange Guéguen, qui anime ce groupe pose des questions qui ne peuvent laisser le lecteur indifférent :

« Les hommes qui battent leurs femmes sont-ils alcooliques ? »

A cette question, il est difficile de répondre clairement tant le problème de l'alcoolisme demeure un sujet tabou.

Ainsi, une femme, qui disait que son mari n'était pas alcoolique, signalait cependant que « malgré les problèmes financiers, il n'était pas question de supprimer l'apéritif et le digestif à chaque repas ».

• L'alcoolisme féminin n'est que brièvement évoqué. On a beaucoup parlé récemment de l'état matriarcal de la société bretonne, montrant la femme bretonne dotée de nombreux pouvoirs, comme chez les marins-pêcheurs où « sur 30 ans de navigation, le marin passe seulement 7 ans et demi à la maison ».

• Le célibat masculin est encore évoqué : « A peu près 1 paysan finistérien sur 3 est célibataire à 35-44

ans... Le célibat agricole est essentiellement celui des petits paysans, ceux moins de 10 hectares » (G. Jegouzo : Le destin scolaire et social des jeunes d'origine agricole - I.N.R.A. 1972).

ALCOOLISME ET IDENTITE BRETONNE

• Dans la Bretagne Catholique, l'ivresse compte pour l'Eglise au nombre des péchés capitaux. C'est ce qu'indique un extrait d'un précis de théologie morale catholique, en date de 1934 :

— L'intempérance est un désir désordonné de boire et de manger.

— L'intempérance dans le manger n'est en soi qu'un péché véniel.

— L'intempérance dans le boire, quand elle produit immédiatement la perte de l'usage de la raison est un péché plus grave que l'intempérance dans le manger.

— Enivrer complètement une autre personne est également gravement coupable. Cependant, il peut y avoir des excuses quand, par exemple, on veut par là empêcher quelqu'un de commettre un péché grave ; à plus forte raison est-il permis de fournir à autrui l'occasion de s'enivrer, par exemple en organisant une fête ».

Comme on le voit, les préceptes chrétiens ont laissé à nos pères un large choix. Dans l'éducation catholique, on a bien à boire et à manger !

• Le rôle de la déculturation est bien souligné par P.-J. Hélias

Une enquête a été réalisée dans une petite commune des Côtes-du-Nord.

« Lors des enquêtes que nous avons effectuées, les enquêtés nous ont tous déclaré qu'on buvait moins aujourd'hui qu'autrefois. Selon eux, l'alcoolisme régresse : alors qu'il était un véritable fléau autrefois, il ne frappe aujourd'hui que des individus montrés du doigt ».

L'idée est simple. Autrefois, c'étaient les commis qui buvaient. Actuelle-

ment, il n'y a presque plus de commis de fermes, donc il n'y a presque plus de « poivrots ».

Ainsi l'alcoolisme public considéré comme honteux est donc principalement un alcoolisme masculin des classes pauvres.

A l'inverse l'alcoolisme des gens un peu plus aisés est l'objet du silence public, car ils sont plus « respectables »...

Avant d'être des consommateurs, les bretons sont d'abord un peuple colonisé et l'alcoolisme n'est que le reflet du sous-développement économique, social, culturel de la Bretagne.

Comme l'Etat français a tout fait pour éteindre la langue bretonne, il ne fera rien pour que disparaisse l'alcoolisme en Bretagne. Car cet alcoolisme le sert :

— d'abord de gros profits sont en jeu, et le pouvoir capitaliste défend d'abord ses intérêts de classe ;

— ensuite, la soumission des bretons qui passait avant par la religion, passe aujourd'hui par l'alcool. C'est ce qu'un psychanalyste breton exerçant dans la région parisienne répondait à l'un de ses confrères qui lui présentait le cas « d'un alcoolique, donc breton » : « Vous êtes-vous posé la question des raisons pour lesquelles les Bretons boivent ? Et si c'était pour noyer leur chagrin d'être Français ? »

« L'un des moyens à mettre en œuvre pour la prévention de l'alcoolisme en Bretagne ne serait-il pas de favoriser tout ce qui peut faire reculer la honte d'être breton et la résignation, tout ce qui peut tendre à développer la cohésion et la réhabilitation d'un peuple, tout ce qui peut amplifier les sentiments et manifestations d'identité bretonne sur le plan de la langue, de la culture, des institutions politiques ? »

Docteur Yann Daumer.

D'AUTRES LE DISENT

Vent d'ouest

N° Septembre 77

TOURISME ET AGRICULTURE (extraits)

Actuellement, tourisme et agriculture nous semblent incompatibles : l'un fait mieux crever l'autre. Le processus s'accroissant nous serons un jour les Indiens de l'Europe... « réserves de paysans » en costume folklorique pour amuser les touristes

Ne sentons-nous pas déjà un changement s'opérer dans notre façon de vivre, dans nos habitudes, en fait dans notre culture ? Pour certains il faut coûte que coûte plaire aux touristes pour les inciter à revenir.

Par exemple dans la création de gîtes ruraux, hôtes ruraux, camping à la ferme, nous voyons sous une forme alléchante de tourisme social, un encouragement à se prostituer aux touristes.

Il semblerait encore que l'on attende les touristes pour s'amuser, pour vivre (pétanque, bal, méchoui, animation de nos villages). Bien sûr l'arrivée des touristes permet des possibilités de contacts, d'ouverture pour les agriculteurs, mais comme ceux-ci sont en pleine période de travail (été), les échanges et rencontres sont souvent très réduits.

Il reste cependant l'apport financier lié au tourisme : location de maison, vente de produits agricoles, de produits artisanaux, de maisons. Cet apport, non négligeable constitue pour certains un « supplément ».

Pour nous, c'est un « leurre » : paysans, artisans, commerçants ne gagneraient-ils pas autant s'il y avait plus de gens à vivre au pays ?

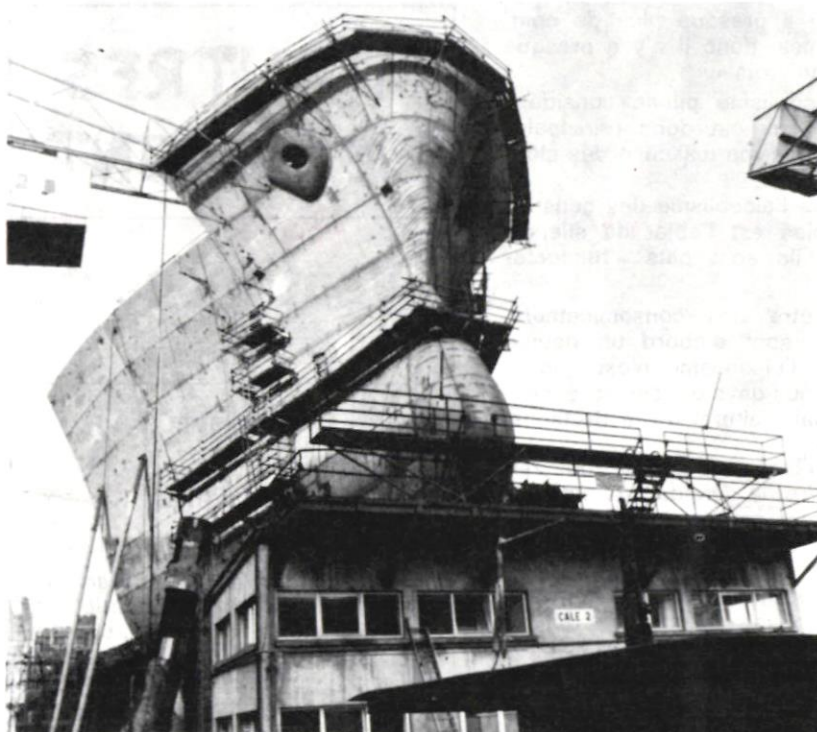
Mais par les choix politiques et économiques qui sont faits, l'exode continue, des terres sont « gelées », l'agriculture disparaît au profit du tourisme... ou de camp militaire.

En effet à qui est donnée la priorité dans les projets de barrages avec expropriation, dans la création de routes touristiques ? Ces routes vont coûter des milliards, détruire une partie d'un milieu naturel et permettre une meilleure implantation de l'infrastructure touristique. Dans le même temps des chemins ruraux restent à tracer ou à aménager, certains villages n'ont pas l'eau, etc.

Y-A-T-IL UN
PROBLÈME
BRETON ?

NANN!





DUBIGEON - NANTES :

UN CONFLIT-TEST

« Il n'est pas exagérément optimiste de penser qu'en octobre prochain les carnets de commande de Dubigeon-Normandie, des chantiers l'Atlantique et des A.F.O. doivent permettre à leurs personnels d'envisager l'avenir avec une certaine sérénité ».

« Même si les besoins mondiaux en navires neufs continuent à baisser, la capacité des chantiers français pourraient toutefois être utilisée à plein sans licenciement nouveau, ni fermeture, si comme il est urgent et vital, nos chantiers se restructuraient financièrement en deux ou 3 groupes puissants et compétitifs ».

Messieurs Bolo, député RPR de Loire-Atlantique, Dassié et Le Masne, conseillers généraux doivent regretter aujourd'hui ces propos imprudents après leur réception, le 6-7-77 par le Secrétaire Général de la Marine Marchande.

UN SECTEUR EN CRISE

En fait, les chantiers Dubigeon-Normandie qui comptaient près de 4 000 ouvriers il y a 2 ans ont licencié 1 000 intérimaires début 77, 287

personnes font l'objet de mesures de licenciement, 244 ont été déclassées, 164 travailleurs âgés de 56 ans 8 mois se voient proposer la pré-retraite...

Le plan Fourcade prévoit la restructuration des chantiers en 2 groupes : les chantiers de Saint-Nazaire, Dubigeon-Normandie et la Seine pour l'un, Dunkerque et La Ciotat pour l'autre.

La Direction de Dubigeon compte pour sa part ramener l'activité de 3 500 000 heures à 2 000 000. Le conflit actuel s'insère dans cette perspective.

UNE QUESTION DE PENDULES ?

L'intention de la Direction d'aggraver le contrôle des horaires a provoqué l'explosion, un ras-le-bol que cette seule mesure n'explique pas entièrement, mais qui résulte surtout du climat anti-social instauré dans l'entreprise depuis plusieurs mois et par l'inquiétude sur l'avenir de l'entreprise.

La grève illimitée déclenchée en septembre est la seconde depuis le début de l'année. La première avait été provoquée par le licenciement des 1 000 ouvriers intérimaires.

La solidarité s'organise rapidement. Les municipalités de Nantes

et de l'agglomération apportent leur concours aux grévistes par des aides financières et des appels répétés demandant à la Direction de revenir sur son refus de négocier avec les organisations syndicales. La FDSEA et les paysans travailleurs organisent des ventes de solidarité dans la cour de l'usine. Des collectes sont organisées dans les entreprises.

DECLASSEMENTS :

2 EXEMPLES FOURNIS PAR LA CFDT

ALAIN

— Dessinateur - coefficient : 255
— Ancienneté : 9 ans
Déclassé chaudronnier-tuyauteur
coefficient : 225
Perte de salaire :
 $255 - 225 = 30 \text{ pts}$
soit $30 \times 12,10 \text{ F} = 363 \text{ F}$.
9 % perte sur ancienneté
soit $363 \times 9 / 100 = 32,67 \text{ F}$.
Total des pertes : 395,67 F.

LOUIS

— Chef d'équipe - coefficient 285.
— Ancienneté : 25 ans
Déclassé échafaudier
coefficient : 215
Perte de salaire :
 $285 - 215 = 70 \text{ pts}$
soit $70 \times 12,10 \text{ F} = 847 \text{ F}$.
18 % perte d'ancienneté
soit $847 \times 18 / 100 = 152,46 \text{ F}$.
Total des pertes : 999,46 F.

Au 26^e jour du conflit, le 3 octobre, 350 non-grévistes tentent de pénétrer dans l'usine. Ils sont repoussés par les ouvriers grévistes. L'important dans cette manifestation est de montrer la collusion entre les non-grévistes et la Direction. Pour celle-ci, il s'agissait de procéder à une reprise symbolique du travail. Elle précisait « cette journée vous sera payée... vous serez placés sous la responsabilité directe de vos chefs de service... cette journée se situe dans le cadre de la concertation pour apprendre à mieux nous connaître ».

OU EN EST LE CONFLIT ?

Le 24 octobre, la grève continue. Après la contre-manifestation des non-grévistes, les appels à la négociation se sont faits plus insistants, il y a eu des approches, mais pas de véritables négociations malgré la désignation d'un « monsieur bons offices », le Directeur Régional du Travail.

Ce conflit n'est pas important seulement pour l'économie locale, mais aussi pour toute la Bretagne. En effet, les autres chantiers navals risquent de connaître les mêmes difficultés. D'autre part on parle d'une fusion entre les A.F.O. et Dubigeon-Normandie. Il s'agit donc d'être vigilants devant une activité, qui comme tant d'autres, risque de disparaître.

Elie Guéguen
Bernard Le Blavec

AVEC LES CHOMEURS DE L'ENSEIGNEMENT : LES "M. A." UN MOIS ET DEMI APRÈS LA RENTRÉE

VOILÀ donc plus d'un mois que la rentrée 1977-1978 s'est effectuée. Cette année peut-être plus que les autres, le problème du réemploi des maîtres auxiliaires s'est posé de façon dramatique.

En effet, alors que le ministre de l'éducation nationale faisait à la télévision une publicité éhontée pour sa réforme (entre une pub pour des savonnets et une autre pour des lavabos, on vantait les mérites de la réforme Haby!) plusieurs milliers de maîtres auxiliaires se trouvaient sans travail. Des centaines d'heures de cours n'étaient pas assurées, des dizaines d'établissements étaient complètement désorganisés, mais à la télévision, le ministre ronronnait de plaisir : tout allait bien. Il était le seul à l'affirmer.

LES M.A. A LA RENTRÉE

Dans l'académie de Rennes, qui regroupe les quatre départements de la Bretagne administrative, il y avait, le jour de la rentrée 700 M.A. au chômage.

Or il faut rappeler que le ministre Haby s'était engagé au printemps dernier à nommer tous les M.A. en poste au mois de juillet. Naturellement aucun M.A. ne reçut de nomination à cette époque. Au mois de septembre, à France-Inter, M. Haby un tantinet gêné, arguait de difficultés administratives pour justifier ce manquement à sa parole, mais il s'engageait à renommer tous les M.A. pour la rentrée.

Un mois après la rentrée, le rectorat envoie des nominations tous les jours ! Mais il est vrai que depuis, M. Haby a débloqué des crédits afin de créer 5 000 emplois. Attention ! 5 000 emplois et non pas 5 000 postes budgétaires ! car ces emplois ne sont prévus que pour un an (cf la politique du patronat pour l'emploi des jeunes !) et ces M.A. « employés » sont en fait des bonnes à tout faire.

LES M.A. « EMPLOYÉS »

Naturellement, cette création a été annoncée à grands coups de trompette dans toute la presse bourgeoise ainsi qu'à la radio et la télé. Ce qu'on a un peu oublié de dire c'est comment ces « emplois » ont été distribués. On a ainsi vu des licenciés es-lettres à qui on demandait d'assumer des heures de maths ou de sciences naturelles. On a vu des cas inverses. Il est donc évident que pour le gouvernement, il s'agissait surtout de boucher des trous, l'intérêt des élèves n'entraînant pas une seconde en jeu.

Mais cette situation dure. Il y a par exemple des M.A. qui enseignent cinq ou six matières, alors que naturellement ils ne sont formés que pour une seule. Ainsi cette maîtresse auxiliaire qui enseigne le dessin, le travail manuel, la musique, l'éducation physique, l'instruction civique et aussi quelques heures d'anglais, puisqu'elle est licenciée d'anglais !

Il y a aussi ces cas de M.A. assurant quelques heures d'enseignement et devant compléter leur service par de la surveillance, du secrétariat... On ne leur a pas encore demandé de faire la cuisine (du moins à ma connaissance) mais cela ne saurait tarder.

Le ministère tente aussi de faire intervenir la notion de « district » dans les affectations de M.A. Ainsi un maître auxiliaire ne sera plus affecté à un établissement mais à un « district », c'est-à-dire qu'on pourra le promener d'établissement en établissement, à l'intérieur de son « district », ici pour enseigner du français, là du dessin, là de la musique, là de l'anglais. Quelle merveilleuse main-d'œuvre pour l'Etat-Patron ! Une main-d'œuvre sous-payée (un M.A. ga-

toute le recrutement de M.A. et d'ouvrir largement les concours tel que le CAPES et l'agrégation, ont fait exactement le contraire. Il y avait environ 1 400 postes au CAPES d'anglais en 1972, il en restait 600 en 1976, 440 en 1977... et on annonce une diminution de 50 % des postes offerts pour 1978, et ceci dans toutes les matières. En lettres, alors qu'il y a eu jusqu'à 60 stagiaires de C.P.R. à Brest, il n'en reste plus aujourd'hui que 20. En 1977, 130 postes (sur 430 !) ont été supprimés au CAPES d'allemand ; 220 (sur 590 !) au CAPES de lettres modernes... etc. etc. La politique du gouvernement (et de ses prédécesseurs) est donc très claire : il s'agit d'employer des gens diplômés à des tâches pour lesquelles ils n'ont pas été formés tout en les sous-payant.



Une manifestation d'enseignants à Morlaix.

gne deux fois moins qu'un certifié 6^e échelon), corvéable à merci, bouche-trou et le chômage aidant, docile.

UNE POLITIQUE DELIBEREE DE LA PART DU GOUVERNEMENT

En 1968, après les accords de Grenoble, le problème des M.A. était pratiquement réglé. Les syndicats d'enseignants avaient obtenu leur titularisation. Mais depuis 1968, les divers gouvernements, au lieu de stopper une fois pour

L'intérêt des enfants là-dedans ? Mais enfin, il est assuré ! Croyez-vous que les enfants de la grande et moyenne bourgeoisie fréquentent ces établissements submergés par les problèmes de toutes sortes ? Naturellement non — Allez, ne vous en faites pas pour « l'élite », elle est toujours là, et bien là — et soigneusement protégée — Quant au reste, à la multitude des gosses d'ouvriers, d'employés, de paysans, qu'importe qu'on ne leur donne pas l'enseignement auquel

ils ont droit : ils formeront la future main-d'œuvre flottante et docile dont le patronat a besoin.

LES M.A... ET LES AUTRES

Mais aujourd'hui les maîtres auxiliaires ne sont plus seuls dans le bain. En effet, joint à la diminution des postes au CAPES et à l'agrégation, on voit apparaître une tentative de déqualification des certifiés et agrégés. On fait pression sur tel professeur certifié pour qu'il enseigne 2 ou 3 heures de musique (il ne connaît pas la moindre note), on demande à tel autre de faire 4 heures de travaux manuels (il est incapable d'enfoncer un clou correctement !). Bref, ce ne sont plus seulement les M.A. que l'on veut utiliser en bonnes à tout faire mais aussi les P.E.G.C., les certifiés, les agrégés. Témoin aussi les tentatives répétées du ministère de l'éducation pour supprimer les surveillants : quelle économie si les professeurs pouvaient aussi prendre en charge les heures de surveillance !

LE BRETON CREATEUR D'EMPLOIS ?

Le lecteur remarquera que je me suis abstenu de parler de l'enseignement du

breton. Ce n'était en effet pas le sujet ici. On peut simplement faire remarquer que si, par la lutte, nous réunissons à créer des postes d'enseignement du breton dans les C.E.S. et lycées, cela débloquent des postes pour autant de M.A. non bretonnants (ou enseignant une autre matière !) et pour les étudiants sortant des facultés.

A cet égard, M. Haby avait promis que là où il y aurait une demande, des postes de breton seraient créés. Sur l'ensemble des établissements de Morlaix, il y a eu plus de 400 demandes... on a créé un demi-poste (9 h !). Il faudrait au moins trois postes complets.

Il faut à la Bretagne de demain un système éducatif où tous les enfants auront les mêmes chances, où il n'y aura plus de matières dites importantes et d'autres secondaires, où les enseignants auront un haut niveau de qualification intellectuelle et pédagogique, où la culture bretonne retrouvera tous ses droits ; un système éducatif où les jeunes bretons pourront s'affirmer en tant que tels, sans honte, et découvrir avec curiosité et intérêt les autres peuples, leurs égaux, vivant autour d'eux.

Jacques Debos

LES VOTES DU « CONSEIL REGIONAL »

Lors de la dernière session du Conseil régional, la situation très minoritaire des élus de gauche les empêche d'influencer véritablement les choix de l'assemblée qui reste sous l'étroite domination des partis réactionnaires.

En dehors des votes unanimes, le plus souvent techniques, il est intéressant que nos lecteurs puissent connaître les décisions sur lesquelles s'est divisée la représentation « régionale ».

• Lors de l'approbation du compte administratif de 1975, la gauche (U.D.B. comprise) s'est abstenue.

• La droite a décidé de faire financer des collèges d'enseignement par la « région » qui se substitue, là encore, à une charge du budget de l'Etat. La gauche, unanime, a voté contre ce transfert. Sur proposition de Guermeur, cette aide est même étendue à l'enseignement privé : même refus unanime de la gauche, accompagnée d'une seule abstention : celle de De Poulpique (RPR).

• La « région » a voté un crédit de 500 000 F pour aider à la création de quelques emplois artisanaux et industriels. Les communistes se sont abstenus.

• La « région » s'est prononcée en faveur de l'implantation en Bretagne d'un Institut de sélection animale, instrument de recherche lié à l'industrie agro-alimentaire. Les communistes ont voté contre.

• La majorité des conseillers (dont l'U.D.B.) ont refusé de substituer la Bretagne à l'Etat dans la charge d'équiper 9 stations de sauvetage et de surveillance du littoral atlantique.

• La majorité des conseillers (dont la gauche unanime) a refusé de participer à la reconstruction du Centre d'études de télévision et télécommunications de Rennes, détruit par un attentat dans la nuit du 11 au 12 juin 1977. La préfecture de région et certains candidats de droite voulaient obtenir une très importante participation de l'établissement public régional.

• Le P.S. et l'U.D.B. se sont abstenus sur le compte-rendu d'exécution du budget 1977 au 30 juin. Le P.C.F. a voté contre.

• Les orientations 78 du budget de la « région » ont été refusées par la gauche unanime.

• La charte culturelle a été votée par la droite. Les socialistes n'ont pas pris part au vote. Le P.C.F. s'est abstenu. L'U.D.B. a voté contre.

• Sur un grave incident de procédure à la fin du conseil, où le préfet de région affirma avec force que la loi le rendait seul maître de l'ordre du jour, une partie des conseillers exigea que l'assemblée examine, contre l'avis du « libéral » Colin, un problème que l'unanimité des conseillers bretons avait précédemment souhaité voir inscrit à l'ordre du jour. Les conseillers socialistes et U.D.B., suivis par quelques conseillers de droite ne furent battus que d'une voix dans un vote révélateur de l'état de soumission au pouvoir exécutif central dans lequel se trouve « l'assemblée régionale ». Les 4 conseillers communistes se sont abstenus.

• Les autres votes ont été acquis avec l'accord unanime de la gauche.

APRÈS L'

Pour une fois, l'émission quotidienne « Tribune Libre » sera sortie d'une grisaille qui la situe à 1 % de l'indice d'écoute. Il faut dire que l'apparition des « autonomistes » sur la chaîne « de la libre parole et de l'expression régionale », qui avait été arrachée par une pétition de dix mille signatures, avait été soigneusement préparée. L'U.D.B. avait bien fait les choses : campagne d'affiches, plusieurs milliers d'invitations envoyées aux abonnés du Peuple Breton et de Pobl Vreizh. La presse écrite aussi, avant l'émission dans les journaux spécialisés dans la télévision, puis après dans le cas de Ouest-France et du Monde, ont considéré qu'il s'agissait d'un événement digne d'être souligné : l'U.D.B. à la télé, ce n'est pas encore une banalité. Cela ne doit pas le devenir d'ailleurs, mais c'est plutôt une habitude qu'il faudra prendre, Messieurs les Directeurs de chaîne !

Devrons-nous encore nous battre pour que FR3 Bretagne (et Pays-de-Loire) donne la parole à nos candidats aux prochaines élections ? Quand on sait que la TOTALITE du journal de FR3 le 17 octobre a été consacrée à la visite de Raymond Barre à Lyon, où il sera candidat, on peut craindre que l'équité ne soit pas absolue. En attendant, l'unique apparition des responsables de l'UDB aura déclenché un courrier assez important ; c'est un extrait de ce courrier, divers par son origine géographique, ses motivations, ses interrogations, que nous vous présentons aujourd'hui.

BRAVO

« Bravo pour votre intervention télévisée, enfin justice est rendue. Il faudra recommencer et poursuivre. Nous vous soutiendrons au maximum. »
M.L., Périgueux (24).

« Bravo à tous les représentants de l'U.D.B. ».

M.T., Alfortville (94).

« Ça m'a fait plaisir de voir et entendre vos représentants ».

F.M., Cambrai (59)

« J'ai entendu l'U.D.B. à la tribune de FR3, tout récemment, de ma retraite du Midi. Cela me ferait plaisir de recevoir un numéro de Pobl Vreizh pour faire connaissance et lire des articles d'actualité en langue bretonne ».

J.M., St-Jannet (06).

« Emigré à Paris, j'aimerais prendre contact avec des responsables de l'U.D.B. en région parisienne. Votre combat doit être aussi celui des Bretons de l'extérieur, car beaucoup d'entre eux, je l'espère, votent en Bretagne ».

F.T., Paris.

« Je me permets de dire tout le bien que je pense de votre prestation à la

ÉMISSION U.D.B. SUR F.R. 3

télé. Le commentaire du Monde, assez objectif, vient confirmer mon opinion ».

P.C., Quimperlé.

CONQUIS

« Vous avez raison. Je vous approuve. Alors que je ne connais pas la Bretagne, avec vous, je défendrai votre cause, votre position.

Cela étant, pour être mieux informé, il me serait agréable de recevoir une documentation idoine sur votre mouvement politique et un ou deux exemplaires de votre journal « Le Peuple Breton ».

L.L., Montendre (17).

D'ALSACE

« A l'autre bout de la France, je vous ai écouté avec un vif intérêt. Vous avez entièrement répondu à mon attente, et lorsque l'un des porte-paroles de votre mouvement s'est exprimé en « brezhoneg », c'était du délire, car je venais juste de dire ; « Dites-le aussi en breton, pour montrer que vous existez ».

La percée que vous avez réussie me paraît significative d'un changement qui est en train de s'opérer en France. Le problème breton, bien sûr, beaucoup de nos compatriotes savent qu'il existe, mais quand il est expliqué par des Bretons il est autrement plus vrai. La Bretagne doit être expliquée aux Français par des Bretons, comme la Corse doit leur être expliquée par des Corses.

La Catalogne espagnole vient d'obtenir un statut d'autonomie. Et c'est le gouvernement de Madrid qui en sort grandi. En un an de régime libéral, l'Espagne a changé plus qu'en trente cinq années de franquisme, par la voie légale, mais surtout par la volonté des Catalans. Je suis convaincu que la place que vous prendrez au milieu des autres mouvements politiques sera de plus en plus grande.

Vous ne serez sans doute pas étonné de savoir que le signataire de cette lettre est un autre requérant du droit

à la différence : un Alsacien, peut-être plus alémannique que gaulois, mais en tout cas Alsacien, et tellement content d'être bilingue, et qui entend le rester, dans une France qu'il faut parfois obliger à être plus tolérante et moins uniformisatrice ».

F.L., Mulhouse (68).

LA GAUCHE ?

« Votre passage sur FR3 m'a fait beaucoup plaisir. Il est réconfortant de voir défendre la cause bretonne avec cœur et talent. Je vous en félicite. Tout Breton soucieux de l'avenir de son pays vous aura approuvés.

Cependant quelque chose ne m'a pas semblé clair dans votre exposé. Vous dites d'abord qu'il faut soutenir l'action de la gauche et plus loin que cette même gauche est centralisatrice, que l'on est décentralisateur dans l'opposition et centralisateur au pouvoir (Leprohon). Donc si les Bretons votent pour la gauche et que celle-ci prenne le pouvoir, il est facile de conclure : le centralisme l'emportera et les Bretons seront joués une fois de plus.

Mon intention n'est pas de mettre votre bonne volonté en doute. Cette contraction, à laquelle on aboutit inconsciemment, illustre bien la difficulté d'être Breton lorsqu'on est déjà citoyen français. Il est difficile de jouer sur les deux tableaux, surtout dans un pays qui a une conception si rigide et si jalouse de son système.

Certes il paraît légitime d'emprunter, comme vous le faites, les voies légales, pour défendre légalement notre cause. Cette politique ne peut en réalité mener bien loin, tout au plus à quelques maigres concessions sur les antennes légales ou à quelques sucettes télévisuelles, je ne vous apprend rien. Mais dès le moment où vous vous présentez comme Bretons autonomistes, vous vous mettez hors-jeu, vous venez jouer du binou là où il est question de musique de « chambre ».

Le problème est donc celui-ci : peut-on être Breton légalement ? Oui si l'on accorde à cette épithète aucune signification nationaliste linguistique et culturelle, de la même manière qu'on répondrait à la question : peut-on être Tourangeau ou Berrichon ? Non, évidemment, si l'on fait un pas de plus. Il faut donc choisir. Se soumettre ou se démettre ».

A.C., Chambray-les-Tours (37).

D'OCCITANIE

« Je vous envoie ce mot pour vous dire que votre émission de la semaine dernière a été écoutée en Occitanie. J'ai apprécié ce que vous avez dit sur la langue bretonne et vous adresse tous mes encouragements pour votre combat qui rejoint le nôtre ».

C.L., Albi (81).

BOF...

« Je pensais que cette émission, si difficile à obtenir, aurait un but informatif, mais ce fut plutôt un but lucratif. Bien sûr, l'U.D.B., vise les législatives, et il faut du fric, mais c'est vraiment s'abaisser bien bas, que faire du matraquage, de vulgaires slogans publicitaires. Je ne sais, si la question d'une ligne de direction à suivre pour cette émission, avait été discutée et partagée au Comité directeur, mais malgré que ce soit une affaire terminée, je veux lui signaler que je suis assez déçu de cette initiative.

Il aurait mieux valu motiver les gens, en les informant, par exemple : faire référence aux articles de la charte de Brest et si les 15 articles permettaient, expliquer ces 13 points fondamentaux, ainsi que la position de l'U.D.B. par rapport à la gauche hexagonale, par rapport au programme commun. Mais j'ai peur que le message UDB n'ait pas été plus perçu qu'un message du PS ou de la dernière marque de lessive ».

G.L.R., militant UDB, Mellac.

OUTRE-MER

UN PRECEDENT EN METROPOLE

Tribune libre de l'U. D. B. sur FR3

Pour la première fois, un parti politique autonome s'adresse à l'ensemble des téléspectateurs de la région.
L'Union démocratique bretonne a eu la possibilité de s'adresser à l'ensemble des téléspectateurs de la région.
C'est à...

L'Union Démocratique Bretonne (UDB) félicite le PCR et se déclare solidaire de la lutte pour la liberté d'expression à FR3

Dans la presse réunionnaise.

Ce qui est symptomatique, dans les réactions à la « Tribune Libre » de l'U.D.B. c'est l'attention qu'y ont apportée les partis communistes et progressistes des départements d'outre-mer. A la Réunion, où le P.C. Réunionnais est engagé depuis plusieurs semaines dans une campagne pour le droit de réponse* à F.R.3, l'exemple de l'U.D.B. a été mis en évidence lors d'une manifestation de 1500 personnes devant les locaux de la radio. Le « Quotidien de la Réu-

* à Michel Debré !..

nion » présente l'intervention de l'U.D.B. comme un précédent et « Témoignages », le quotidien du P.C.R. publie le message de soutien de Roman Leprohon en première page le 11 octobre.

A la Martinique (où le directeur de F.R.3 s'appelle Leréec quand il se nomme Cohic à la Réunion!), le « Progressiste », l'organe du parti progressiste martiniquais dénonce également le rôle joué par F.R.3 pour imposer la clique giscard-chiracienne et ses valets locaux...

Brèves

La marine dans la région brestoise :

Sur une population active de 128 500 personnes la région brestoise compte 1 salarié sur 4 qui travaille directement ou indirectement pour la « marine nationale ».

Dans la hiérarchie des entreprises brestoises la D.C.A.N. occupe la première place avec 7500 emplois devant le centre hospitalier et la CSF qui comptent respectivement 2000 et 1600 emplois. Des chiffres édifiants...



Conserveries : une industrie en agonie

En 15 ans, plus de 70 usines ont fermé leurs portes provoquant la disparition de 6500 emplois dans l'industrie de la conserve.

En 1977, 140 personnes travaillent dans 2 conserveries. En 1955, 22 conserveries employaient 2100 ouvrières et ouvriers. Le triste résultat de la concentration capitaliste.



P.T.T. de Brest : 30 000 lettres en souffrance

Le changement intervenu en juin dernier dans la liaison postale aérienne de nuit provoque de profondes perturbations dans la distribution du courrier. Le manque d'effectif et le retard dans la réception du courrier font que des milliers de lettres sont retardées jusqu'à 48 heures en fin de semaine.



Port autonome de Nantes : musée ou outil de travail ?

Dans le port de Nantes et dans le chenal maritime fonctionne une drague datant de 1928 ! Le nombre des marins est passé de 300 en 1960 à 235 en 1977.

Une modernisation des infrastructures portuaires s'impose pour éviter de faire appel à des entreprises privées étrangères qui effectuent les travaux d'entretien.

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



COTES-DU-NORD

SAINT-BRIEUC : POUR UNE ECOLOGIE RAISONNEE

Plusieurs associations de défense de l'environnement des Côtes-du-Nord, regroupées dans la F.A.P.E.N., ont récemment attiré l'attention sur l'urgence d'un assez grand nombre d'aménagements, par exemple à Plourivo-Yvias ou à Kergrist-Moëlan où des zones humides déjà mises à mal par la sécheresse de l'an dernier sont menacées par des décharges ou par l'implantation d'usines de concassage des ordures ménagères.



D.R.

Elles protestent contre la manière dont ont été menés certains travaux de remembrement et elles demandent que soient favorisées les réalisations communales et intercommunales de re-création de haies et talus (ex. : La Bouillie), avec reboisement en essence feuillues du pays.

Enfin, rompant avec l'ultra-protectionnisme de certaines associations qui n'ont souvent pour objet que de préserver la tranquillité de quelques résidences secondaires, elles insistent pour qu'il soit recherché un équilibre entre le tourisme et la vie locale et pour qu'une préférence soit donnée à des équipements utilisables toute l'année. D'autre part, elles suggèrent, pour ces communes du littoral, des mesures spéciales et prioritaires de financement de logements sociaux locatifs (petites unités de construction ou restauration d'anciens hôtels mis en vente pour « résidences », afin de permettre à la population aux revenus modestes de ces communes d'y demeurer en la protégeant contre le phénomène spéculatif lié au tourisme.

FINISTERE

SAINT-GUENOLE - PENMARC'H : CHALUTIER ARRAISONNE

Les Français arraisonnent les chalutiers basques et galiciens ; les Anglais arraisonnent les chalutiers bretons : l'Europe libérale n'a pas clarifié la situation des pêches. Cette fois c'est un chalutier de Saint-Guénolé qui a été conduit au port de Milford Haven où on lui a reproché une cargaison de poissons et de crustacés en contradiction avec les règlements en vigueur.

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



MOR-BIHAN

LORIENT : PITEUX RESULTATS DE L'ACTION POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Les action de propagandes lancées par Barre pour tenter de diminuer les chiffres du chômage viennent de connaître en Morbihan des résultats à peine avouables. Alors que les entreprises qui embauchent des jeunes bénéficient de gros avantages, quand les ouvriers embauchés le sont dans des conditions plus que précaires, l'ensemble des entreprises du Morbihan prévoient, d'ici le 31 décembre, 179 emplois créés. Et ce, malgré l'action de porte-à-porte entrepris auprès de 188 entreprises par un assistant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan. Laquelle n'hésite pourtant pas à proposer aux chefs d'entreprise un voyage d'étude en Océanie pour la somme de 14 750 F (boisson non comprise !...)

ILLE-ET-VILAINE

RENNES : LIQUIDATION DE PAPETERIES DE BRETAGNE

Une des plus anciennes entreprises bretonnes puisqu'elle a été fondée il y a plus de cinquante ans, les « papeteries de Bretagne », a été mise en liquidation mi-octobre.

Le groupe suisse Chain, qui l'avait achetée en 1932 l'a revendue cette année aux frères Gosset, qui ont échoué sur toute la ligne. Ce sont 125 personnes, souvent d'un certain âge et même parfois présentes dans l'entreprise depuis un quart de siècle qui refusent de croire à l'échec complet d'une usine qui avait au moins une originalité : traiter presque entièrement du papier de récupération. A l'heure où la lutte contre le gaspillage est, paraît-il, à l'ordre du jour, la fermeture des « Papeteries de Bretagne » constitue un sacré gâchis.

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES : ANTIMILITARISTES CONDAMNES

En décembre 1975 et en mars 76 par solidarité pour 3 insoumis 27 personnes renvoyaient leurs livrets militaires.

En mars 77 cinq de ces renvoyeurs comparaissaient devant le tribunal correctionnel de Nantes. Celui-ci ne reconnaissait pas leur acte, niant ainsi la liberté d'expression et d'opinion admises par la Convention Européenne des Droits de l'Homme de 1950. (Elle était pourtant ratifiée par la France).

Ils ont comparu le 19 octobre devant la cour d'appel de Rennes.

Chronique réalisée ce mois avec la collaboration
des fédérations U.D.B. de Brest et de Loire-Atlantique.

Brèves

Travail temporaire :

De 1973 à 1975, dans les entreprises de travail intérimaire le nombre de salariés payés au SMIC est passé de 2 % à 31 %.

La C.G.T. s'élève contre l'appauvrissement des travailleurs et l'exploitation florissante de ces entreprises qui sont 18 à Brest en 1977 !



La Sartec à Brest.

Gernot



Acieries de Ploërmel : prochaine réouverture

Une usine de tréfilerie de titane et d'acier inoxydable doit s'installer à Ploërmel et occuper environ 275 personnes.

Cette entreprise devrait commencer ses activités au mois de juillet prochain.



Radio-télé brezhoneg :

Youenn Gwernig vient de confirmer son refus de payer sa redevance radio-télé lors de sa comparution devant le tribunal d'Instance de Morlaix. La procédure judiciaire suit son cours. L'action elle aussi continue pour la reconnaissance du breton à la radio et à la télévision.



Félix Le Garrec



Congrès celtique international :

Le Congrès celtique international s'est réuni à l'Université de Stirling en Ecosse au mois d'août dernier. Un télégramme a été envoyé à la conférence de Belgrade.

La vie de l'U.D.B.

GOUEL KREIS-BREIZH

... LES BRETONS
DU CENTRE
PEUVENT COMPTER
SUR L'UDB POUR
PROPOSER DES
SOLUTIONS SPÉCIFIQUES
À UN PROBLÈME
SPÉCIFIQUE...



Francis Favereau.

MEIN-HARZ

(JALONS)

La revue théorique de l'U. D. B.

N° 2 et N° 3 en vente. Chaque numéro est consacré à l'étude du sujet : « Nationalisme et lutte de classes ».

Chaque numéro vendu 10 F par :

U. D. B. : B. P. 304 - 29273 BREST CEDEX

MANIFESTATION

Si vous habitez la région de Quimper...

Pour vivre et travailler en Cornouaille, samedi
19 novembre, à 15 heures, salle Toul-al-Laer à Quimper,

RASSEMBLEMENT

à l'appel de la fédération U.D.B. de Cornouaille.

GOUEL KREIS BREIZH, la fête de l'U.D.B. Centre-Bretagne. C'était le dimanche 16 octobre à la salle communale de Penn-ar-Pont à Châteauneuf-du-faou.

De la qualité : des chansons, des mélodies avec J. Hourmant et Seven d'Huelgoat, et la splendide voix de J.F. Quemener et d'Eric Marchand interprétant des « gwerzioù » ; Patrick Ewen présentant un répertoire renouvelé, essentiellement en breton cette fois ; puis nos amis de la troupe du Pays Pagan dont la pièce MA C'HELLJEN ME KANAN LAOUEN était bien sûr d'une singulière actualité dans ce pays de Carhaix-Châteaulin !

Une ambiance détendue : des jeux, des stands (Ar Falz, Diwan, Skol an Emsav, Plijadur O Lenn, mais aussi le M.F.P., Mouvement Football Progrès qui anime une équipe de foot à Carhaix), et plusieurs centaines de personnes qui ont assisté aux différentes animations, puis au fest-nos.



Patrick Ewen.

Une réussite donc, puisqu'il s'agissait de la première fête de la fédération du Centre-Bretagne, une fédération qui regroupe 7 sections, et à peu près autant de cantons, à cheval sur 3 départements, les problèmes étant bien les mêmes malgré les cloisonnements administratifs à Carhaix, Huelgoat, Poullaouen, La Feuillée, Châteauneuf, Gourin ou Rostrenen ; une fédération modeste donc, dans un pays qui se vide de ses forces vives, où la population vieillit, où les jeunes travailleurs doivent partir, en masse, et où ceux qui restent ont bien du mal à pouvoir s'exprimer ; une fédération qui, malgré cela, affirme quotidiennement sa présence aux côtés des travailleurs, et parfois en première ligne pour une culture populaire bien sûr, pour la défense de l'emploi — une vaste campagne a été menée sur ce thème à la rentrée sociale — comme des libertés syndicales, pour la défense des agriculteurs contre des projets autoritaires (remembrement à Plonévez, barrage à Poullaouen-Scrignac), pour la défense de notre territoire contre l'envahissement touristique, les camps et autres bases atomiques !



Pour la défense - entre autres - des agriculteurs contre le remembrement autoritaire

Montrer que l'U.D.B. est présente, que les Bretons du centre peuvent compter sur elle pour proposer des solutions spécifiques à un problème spécifique, voilà, comme le disait un responsable fédéral au cours de son intervention, le sens de cette fête. Puis ce fut en fin d'après-midi le tour de F. Morvannou, candidat aux législatives dans la circonscription de Châteaulin-Carhaix, d'esquisser les grandes lignes de nos propositions et de donner le ton d'une campagne déjà bien commencée et placée sous le double signe de la nouveauté et, dans cette région saignée à blanc par l'émigration, de l'espérance.

F.G.

nos candidats en mars 78

GUERANDE

Le Peuple Breton



Aldrig RUSSON

L'U.D.B. apportera à la gauche le soutien de son combat spécifique afin d'abattre le baron Guichard.

Sur le livre de la honte qui le concerne sont venus s'ajouter récemment deux scandales douloureusement ressentis par les travailleurs entre Loire et Vilaine :

— le Conseil d'Etat vient d'approuver la construction de la route traversant les marais salants sur la partie extérieure nord de la station bauloise. On a dû sabler le champagne chez les promoteurs, dans la haute maistrance du trust « Les Salins du Midi », à la Banque Le Hénin spécialisée dans le sel et l'immobilier, pendant que chez les paludiers s'est installée l'indignation et la colère. Une nouvelle étape a été franchie dans l'incessable assaut qui dure depuis 50 ans pour les faire disparaître.

— l'usine Thiriet-Cattin a été liquidée, mettant au chômage 140 travailleurs. Quand ils sont venus voir Guichard, celui-ci leur a posé l'incroyable question : « C'est à quel sujet ? » On peut difficilement dépasser une telle indifférence et un tel mépris !

Les agriculteurs, les pêcheurs, les salariés et tous ceux dont les intérêts modestes sont écrasés sous le rouleau compresseur des intérêts immenses d'une mafia de hauts privilégiés, ne peuvent porter leurs voix sur l'un des fossoyeurs de la vie économique et culturelle de la Bretagne. Le temps des féodalités sera gravement compromis, si, en une première étape, Olivier Guichard est renvoyé, hors d'état de nuire, dans son ancienne résidence bordelaise. Ce sera l'une des tâches de notre Parti vers une Bretagne où le pouvoir sera entre les mains des travailleurs.

C'est pourquoi comme en 1974, comme en 1976, je représenterai l'U.D.B. avec comme suppléant Gilles Barrillot, jeune employé des P. et T. et l'appui d'une solide équipe.

Aldrig Russon.

BREST II

Le Peuple Breton



René L'HOSTIS

Brest II : une circonscription rurale regroupant les cantons de Landerneau, Plabennec, Lannilis, Ploudalmézeau et Saint-Renan. Dans cette partie du Bas-Léon, Gabriel De Poulpique a trouvé chaussure à son pied depuis trois législatures. C'est le bastion féodal que je compte bousculer en étant candidat aux prochaines élections de mars 1978.

Je suis né à Ploudalmézeau il y a 34 ans, ma famille est originaire de ce canton.

Caractéristiques particulières à ce fief de la droite la plus conservatrice de Bretagne :

— une vie sociale corsetée par l'emprise des gros agriculteurs, du clergé et des petits notables arrivistes, se jouant d'une population qui vieillit chaque année davantage ;

— une vie culturelle étouffée, méprisée par l'omniprésence de militaires, et le souvenir entretenu de manière jouissive des « erreurs du passé des collaborateurs Breiztao nazis ».

Grâce au soutien de nos camarades des trois sections dynamiques de Landerneau, Plabennec et des Abers, nous proposerons aux habitants du Bas-Léon des solutions claires et franches, en nous appuyant sur les jeunes agriculteurs, les pêcheurs, les goémoniers et sur toutes les couches de la population qui regardent vers l'avenir, et désirent la justice.

Nos thèmes principaux :

- une industrialisation basée sur la transformation des produits de la terre et de la mer ;
- la mise en place d'un service de commercialisation et de vente des produits ;
- un soutien réel de toutes les initiatives socio-culturelles pouvant déboucher sur une nouvelle conception des rapports humains qui ne peuvent exister que dans une Bretagne socialiste, autonome, accomplissant sa vocation nationale.

René L'Hostis

Peuples opprimés

EUZKADI



Euskaldunak

Le Préfet ayant voulu fermer à St-Palais une Ikastola primaire (école en basque), 3.500 personnes ont manifesté en silence à Bayonne, le 1^{er} octobre.

ZIMBABWE



Zimbabwe Review

Joseph N'komo.

Extrait d'une récente déclaration de Joseph Nkomo, Président du ZAPU (Zimbabwe African People's Union) : « La seule voie pour atteindre nos objectifs est de combattre et vaincre le régime de Ian Smith sur le champ de bataille. Nous sommes arrivés à cette conclusion non pas parce que nous aimons la guerre, mais parce que le gouvernement britannique, le régime rhodésien et leurs supporters ont refusé d'accepter que notre peuple accède à la place qui lui revient dans son propre pays. Maintenant nous avons dit aux Britanniques qu'en ce qui nous concerne, la conférence de Genève est morte et enterrée, et il n'y aura plus jamais d'autre conférence de Genève. Si le gouvernement britannique est intéressé par une autre conférence sur la Rhodésie, alors ce sera une nouvelle conférence qui devra reprendre les choses depuis leur point de départ ».

BARCELONE

UN MILLION ET DEMI DE CATALANS FETENT L'AUTONOMIE



Etienne Montes/Victor Steinberg/Gamma

NOUS revenons de Barcelone où nous sommes allés exprès pour la fête nationale du 11 septembre.

Car s'il en fallait juger au travers de la presse française dont nous avons pu prendre connaissance, il s'agissait de peu de chose. « Le Matin » a assez bien vu le nombre et l'ambiance. « Le Monde » comme d'habitude fait montre d'un intellectuel mépris pour ce qui n'est pour lui que « quelque centaines de mille de manifestants » (traduisez : 300 000, 400 000 !... En fait, il y avait 1 million et demi de personnes...) se moquant des slogans choisis, notamment le « dehors des forces d'occupation » ; il fallait entendre par force d'occupation l'ensemble de l'administration espagnole en Pays Catalans et de tous temps et non pas seulement comme le dit le journaliste du Monde : la police (ou équivalent) « qui, ce jour-là, brillait par son absence » (semblant encourager les lecteurs à se moquer du slogan ainsi déformé). Bon. Passons aussi sur les 500 mille manifestants évalués par Libération... Il faut aussi remarquer qu'aucune part n'est faite dans le Matin ou le Monde aux partis Catalans (et non ramifications de partis espagnols). Nous y étions et tout d'abord nous voulons dire notre soulagement quand, au milieu des communiqués de tous pays, nous en avons enfin entendu un signé Bretagne, à savoir celui de l'U.D.B. Merci de la part de tous les catalans qui ont applaudi au communiqué. Nous en avions fait un personnellement, en tant qu'individus bretons, et le gwen ha du que nous avions pris part aux deux grandes manifestations de la journée : celle du matin (où il y a eu entre autres la lecture des communiqués) le meeting des partis séparatistes, puis l'après-midi l'immense défilé de 5 kms... Le drapeau breplaudi, on nous remerciait d'une façon à été embrassé, photographié, apçon inoubliable d'être venus de si loin pour manifester notre solidarité. On nous demandait d'expliquer...

Cette force démontrée dans ce défilé pacifiste était impressionnante. « Pff ! Aucune valeur un défilé comme ça, nous a-t-on dit ici au retour, il n'était pas défini politiquement ». Peut-être qu'il n'était pas défini politiquement au sens où les partis présents (tous de gauche), au lieu de marcher séparément, allaient tous, mêlés, sous les banderoles, les uns des autres, où l'on côtoyait des ouvriers mais aussi des cadres, des P.D.G., et même une grand-mère de 75 ans, ruban noir anarchiste flottant sur la hampe du grand drapeau catalan qu'elle brandissait. Peut-être, oui, mais ce défilé n'avait-il pas valeur politique avant tout autre ? Que les détracteurs ne désespèrent pas : d'ici

6 mois, lorsque le projet de statut aura été adopté (ce qui ne saurait tarder) les divergences, parfois assez profondes, entre les partis de gauche, se feront sentir et c'est normal. Il est clair en tous cas que l'extrême gauche en Pays Catalan est dans l'ensemble catalaniste. Même les maoïstes. Beaucoup de partis qui veulent l'autonomie agissent ainsi par tactique et d'après les conversations que nous avons pu avoir avec des membres de diverses organisations, dès le projet de statut accepté par Madrid, ils se déclarent non plus autonomistes mais séparatistes.

Les journaux français ont fait la part belle (dans leurs petits articles sur cette « petite » manifestation) aux partis nationaux espagnols. Ainsi parlent-ils surtout du P.S.U.C. (parti socialist d'unificatio català). On pourrait croire qu'il s'agit là d'un parti catalan. Or c'est la ramification catalane du P.C.E., et l'on n'y est absolument pas détaché de Madrid nous pouvons l'affirmer. D'un Madrid communiste certes, mais... Même chose pour le Parti Socialiste (dont il est moins fait mention il est vrai). On voit que les journaux français sont habitués à ne voir que par les formations classiques et que, surtout pour « Le Monde » tout ce qui est autre est marginal, donc méprisable. C'est bien méconnaître la réalité catalane. « Le Monde » est à la limite de la fausse information en ce qui concerne l'hymne. Bien sûr, on peut se moquer des hymnes nationaux (dans ce cas, cet appel au meurtre généralisé qu'est la Marseillaise n'arriverait pas en dernier...) mais dire (car c'est écrit en toute lettre) que les manifestants avaient appris tout exprès l'hymne catalan pour le 11 septembre, mais c'est incroyablement méconnaître la situation !!! « El segadors » (« vieilles jacqueries » dit ironiquement Le Monde) c'est devenu le symbole d'un lutte. Interdit, c'était un défi que de le chanter, et dans plus d'un foyer c'est la première chanson apprise aux enfants. Même si c'est naïf, c'est ainsi. C'est incroyable d'arriver à faire passer 1 million et demi de gens conscients pour des marionnettes qui font un spectacle !!!

Il faudrait pour finir, parler de la réprobation des manifestants vis-à-vis des anarchistes et des basques pour les soirées qui ont précédé la manifestation. En effet, s'il faut reconnaître le courage de cette quinzaine (de très jeunes) basques que nous avons vus, sifflement ironiques aux lèvres et drapeaux en mains, remonter les ramblas (grand trottoir-promenade de Barcelone) vers la police bien armée et plus nombreuse qui n'attendait qu'une occasion pour se défouler, il faut aussi reconnaître que ces actes d'esbrou-



Le Peuple Breton

Marie-Christine Combes à Barcelone le 11 Septembre 77.

fe provoquent une réaction de l'autre côté qui est loin d'avoir le même caractère. La police charge, mais elle charge n'importe qui. Nous avons le souvenir inoubliable et triste de ce couple âgé (peut-être 65-70 ans), courant, s'enfuyant à une vitesse que nous n'aurions pas cru possible, pour échapper aux matraques, aux balles de caoutchouc. Les basques, eux, étaient déjà loin... Nous comprenons la lutte des basques, nous admettons et soutenons E.T.A. ; mais là, à Barcelone, au milieu d'une immense foule hostile à Madrid, qu'était-il besoin de ces actes qui, nous l'avons vu, ont entraîné l'arrestation de simples passants ?... C'était en tous cas faire le jeu de la police... et elle ne s'est pas privée. Idem le soir de la manifestation. Bien sûr, il y avait aussi des provocateurs, mais pas seulement eux. Quant aux anarchistes, nous avons été surpris de les voir vendant sur les Ramblas... des méthodes d'espéranto !!! Ils ont vraiment du courage (ou ils sont maso) de vouloir faire acheter à des gens qui, pour les 3/4, luttent pour la reconnaissance officielle d'une langue qu'ils veulent être leur première langue, le catalan, des méthodes de langue universelle...

Marie-Christine Combes,
Ronan Blanc.

L'ARTICLE consacré au dernier disque d'Alan Stivell et signé de Jakez Lefèvre dans notre numéro d'octobre n'a pas fait l'unanimité, loin de là. La majorité de nos correspondants et lecteurs ne sont pas d'accord du tout avec l'opinion de notre camarade et les trois lettres dont nous publions ci-dessous des extraits donnent une idée de la vigueur des oppositions.

Je voudrais dire ici que je trouve ces réactions salutaires : quelle meilleure preuve que dans « Le Peuple Breton » la critique est libre, totalement libre et que, contrairement à ce que certains insinuent parfois, il n'y a pas d'opinion partisane officielle de l'U.D.B. en matière littéraire, musicale ou picturale ! Le temps des goulags intellectuels n'est pas venu en Bretagne et il ne faut pas compter sur notre parti pour imposer une norme quelconque dans ce domaine. Pour nous, à l'U.D.B., il n'y a qu'une norme : la liberté. Liberté du créateur, liberté de l'artiste, liberté du peuple à se reconnaître ou non dans l'œuvre de celui-ci. Mais, par contrecoup, liberté totale du critique également et je dois dire ici que je n'ai pas compris les remarques de ceux qui, sachant que l'U.D.B. prépare une grande tournée d'Alan Stivell en Bretagne, auraient souhaité que le « Peuple Breton » ne publie pas l'opinion personnelle de Jakez Lefèvre. N'est-ce pas là souhaiter une censure de Parti ? Pour la bonne cause, peut-être, mais on sait trop que dans ces cas-là, c'est toujours pour la bonne cause qu'opèrent les censeurs de tout poil...

En vérité, il n'y avait aucune bonne raison de faire taire notre camarade, comme il n'y en a aucune à ne pas donner la parole aujourd'hui à trois autres camarades qui proclament leur désaccord. Le droit à la différence peut et doit commencer chez nous.

Ceci étant, je voudrais dépasser le problème du disque d'Alan Stivell pour étendre le débat. Ou, plutôt, pour le provoquer. En effet, comment, nous autres, gars de l'équipe-presses du P.B., devons-nous concevoir la fonction des pages culturelles de notre journal dans le domaine de la critique ?

En répondant nombreux à cette question, vous nous aiderez à faire davantage encore du P.B. votre journal.

Pour amorcer ce grand débat, dont nous publierons l'essentiel dans quelques mois, je voudrais en terminant faire part de quelques réflexions en forme d'interrogation. Un jour, Morvan Lebesque m'étonna par une réflexion sur la critique. Il me dit : « Vois-tu, il n'y a de bonne critique que positive ». Et il développe sa pensée : seul celui qui aime une œuvre la comprend vraiment et y découvre les richesses les mieux cachées. Ne pas aimer est un droit, mais cela atténue la sensibilité et l'attention. Pourtant, de temps à autre, Morvan savait être féroce : qu'on se souvienne de son fameux : « Botrel ? Permettez que je crache ! » Alors ?

Quittons un peu le problème de la critique en général pour évoquer la critique bretonne. Quand on connaît les difficultés de tous ordres de l'édition, du chant, du cinéma, du disque bretons, quand on connaît l'impérialisme culturel de Paris et le formidable handicap des œuvres qui ne veulent ou ne peuvent pas s'inscrire dans le moule centralisé de la culture hexagonale, ne doit-on pas tout faire pour aider systématiquement les œuvres bretonnes, quels que puissent être leurs défauts ? Est-ce à un journal breton d'attaquer ?

Ne vaudrait-il pas mieux taire ce que l'on n'aime pas en matière bretonne et promouvoir, par des articles plus ou moins longs, ce que l'on apprécie ? Mais dans ce cas, ne risque-t-on pas d'avoir un Peuple Breton terne et plat, éternellement laudatif et finalement inintéressant dans ses critiques.

Et puis, tant que nous serons limités par la place et le nombre de pages, pouvons-nous laisser croire, par ce système, que les œuvres dont nous ne parlons pas sont, à nos yeux, indignes d'intérêt, alors qu'en réalité seules les contraintes de la mise en page nous auront guidés pour rendre compte, tant bien que mal, de l'actualité ?

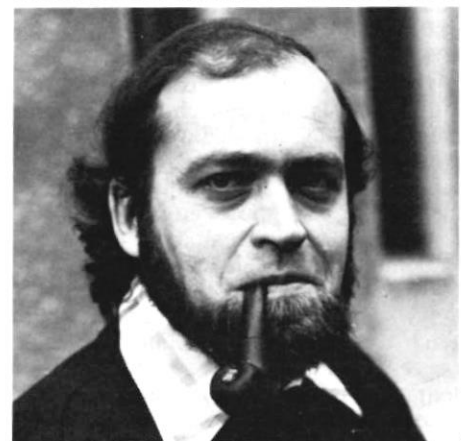
Vous le voyez, amis lecteurs et camarades, le problème est complexe. Mais vous pouvez nous éclairer beaucoup en nous écrivant, nombreux, pour nous dire votre opinion sur le sujet. Nous ferons une synthèse des différents points de vue et nous la publierons. A vous lire donc bientôt là-dessus et merci d'avance.

Ronan Leprohon,
Directeur-responsable du « Peuple Breton ».



Le Peuple Breton

QUELLE mouche a piqué Jakez Lefèvre ? En lisant la critique de Jakez dans le dernier P.B. concernant le disque d'Alan Stivell, je me suis demandé s'il s'agissait d'une critique de disque ou à travers ce dernier de la critique d'Alan. Pourquoi une telle acidité ? Je me souviens de critiques comme celles du « cheval d'orgueil », ou autres, où l'auteur ne confondait pas l'artiste et le produit. En confondant les deux critiques, Jakez a-t-il les idées claires ? D'ailleurs, dans les deux cas, je trouve l'analyse tout à fait fautive, tendancieuse et on ne peut plus maladroite. En me cantonnant à la critique du disque, je dois



Gernot

J. Le Fèvre : Liberté pour la critique ?

dire que je suis « estomaqué » par la légèreté des appréciations d'une musique qui est de qualité, de textes nouveaux et qui ont l'immense avantage, justement, de sortir des chantages battus. C'est Jakez, en revanche qui par ses propos semble se complaire dans une analyse « digne du passé » que l'on trouve quelquefois chez certains camarades communistes lorsqu'ils s'essaient à juger la culture bretonne. Personnellement, je conseille vivement à tous les Bretons et amis de la Bretagne d'acheter ce disque qui est encore meilleur que les précédents. Merci, Alan Stivell.

Reun, militant UDB
de Lampaul-Ploudalmézeau

SUR la lancée du très bon et très littéraire « Trema'n inis », Alan Stivell sort son huitième disque : Before landing. Cette fois, Stivell n'a pas hésité à employer de grands moyens pour la réalisation : production « Keltia III » toujours, enregistrée en Cornwall, illustration de la pochette hardie par ses couleurs, musique d'avant-garde par l'alliance de l'électronique et des instruments anciens (guitare basse et dulcimer, drums et violoncelle). On notera l'entrée surprenante du saxo ténor qui s'allie très bien avec les autres instruments. Il est à remarquer la présence de très nombreux musiciens dirigés par Yann-Fanch Ar Merdy et Youenn Sicard, dont le Bagad Bleimor, et Dan Ar Bras à la guitare solo, Padrig Kerre au fiddle, Yann-Jakez Hassold, compagnon de kan-hadiskann d'Alan et Dave Swarbrick qui est l'ancien violoniste de « Fairport Convention » (...)

Ce disque comporte deux moments : la première face — Hon amser dremenet — est dédiée au barde Glenmor. Stivell y relate la vie des anciens Celtes, leur arrivée en terre d'Armorique, l'histoire du Royaume puis du Duché de Bretagne, du pacte franco-breton de 1532, les révoltes de 1675, la Révolution française,

le XIX^e siècle. Enfin Stivell établit le bilan de la situation de la Bretagne au XX^e siècle. A signaler que le rôle de l'U.D.B. n'est pas négligé.

La deuxième face — Hon amser vreman — est consacrée au présent. Stivell y parle d'Ewan, son fils, de la mort de Y.K. Kernaeguen, des 9 Bretons en prison. Le disque se termine par un plinn-slogan, exigence remplie d'espoir et de violence: Bretagne libre, cri d'un peuple en quête de liberté qui veut se libérer de l'emprise centralisatrice et capitaliste d'un Etat réactionnaire et qui aspire à une société socialiste (...)

Ce disque est avant tout à travers l'histoire du peuple breton le disque de la colère de notre peuple qu'a voulu exprimer Alan Stivell avec un talent sans égal qui allie la beauté musicale et poétique au geste politique... Nous, militants bretons, nous efforcerons de l'y aider.

Christian, militant UDB de Paris



Stivell : l'engagement politique.

J'ai été un peu sidéré par la critique du dernier disque de Stivell par Lefèvre. Non pas que je sois un inconditionnel de ce disque: il a ses défauts, mais il s'agit d'un problème de fond (...)

Je ne pense pas que Stivell ait voulu faire en quelques mots une œuvre d'histoire, mais surtout remettre dans l'esprit des gens, Bretons ou non, le fait que les Bretons aient une histoire, ce que 90 % des Bretons ne savent pas encore.

Je crois aussi qu'Alan s'est suffisamment expliqué sur le fait qu'il a chanté à l'Olympia: depuis 5 ans, seuls quelques gauchistes arriérés continuent à le lui reprocher. Notre parti, lui-même, doit accepter des concessions au système: pourquoi aussi ne pas accuser Leprohon de participer à une assemblée-bidon comme le conseil régional?

Si le camarade Lefèvre n'aime pas cette musique, il n'a pas besoin d'en dégoûter les autres (...)

Son commentaire marque la légèreté des analyses de beaucoup de camarades qui n'ont jamais essayé de faire le moindre effort pour tenter de suivre la démarche de Stivell. Je me demande si l'on se rend compte que la prochaine tournée bretonne de Stivell doit être faite avec l'U.D.B. (...)

J'aurais aussi souhaité que soit souligné l'engagement politique de Stivell, tel qu'il apparaît, par exemple dans le texte de la pochette ainsi que le fait que celle-ci soit intégralement rédigée en breton et en français, ce que peu d'artistes de chez nous ont fait jusqu'ici.

Iffig, militant UDB de Grandchamp

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

- Cherche pers. pouvant me prêter négatifs photos d'Alan Stivell et Gilles Servat prises pdt leurs tournées. Je renverrai les négatifs tt de suite après les avoir développés. Ecrire: Pascal Le Roy, 49, av. Gal Leclerc, 91330 Yerres.

- A l'occasion d'une virée bretonnante et militante ns préférons rencontrer habitants que solitude hôtel touristique. Pr échanger et passer un moment vrai. Si vs avez une petite place sous votre toit (à charge de revanche si vs venez en Dordogne), sur itinéraire suivant: St-Pol ou Roscoff, Ouessant, Crozon ou Camaret ou Morgat, Groix, entre 26 et 31 déc. Ecrire: M. et Y.-F. Langoët, 14, Bd Lakanal, 24000 Périgueux.

- A vendre 200 m de très beau velours noir en coupons de 15 à 18 cm large. Qualité introuv. actuellement en commerce. Prix: 20 F le m. Convientrait pour chapeaux et costumes (hommes) bretons. Ecrire: Loeiz Le Bras, rue Charles de Blois, 56390 Grandchamp.

- Vous voulez apprendre gratuit. le breton à Clichy? Le centre populaire de culture bretonne de l'A.R.C. de Clichy organise ts les mardis soirs un cours pr débutants et un cours plus perfectionné. S'adresser ou écrire: A.R.C., 3, rue du Docteur Calmette, 92110 Clichy.

- Militant bret. collectionneur affiches et tracts politiques, achète, éch. et vend affiches et tracts en vue expo sur imagerie polit. en Bretagne (ttes époques). Ecrire: Denez L'Hostis, 3, r. Bartholdi, La Châtaigneraie, 44700 Orvault.

- Les peintres et sculpteurs de la rade de Brest se sont associés pour organiser des expositions en commun. Huit d'entre elles sont déjà prévues. Les artistes intéressés peuvent prendre contact avec le président de l'association. Ecr.: André-Michel Le Roy, 8, rue Georges Hamon, 29200 Brest.

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

TOUS LES LIVRES

Rayon spécialisé: « Bretagne »

LIBRAIRIE GUEUGNON - Rue du Port - LORIENT

FESTOU-NOS



le Peuple Breton

FESTOU-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festou-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

- Le 11 novembre
à **LA CHAPELLE-NEUVE**
Fest-nos avec les Diaouled ar Menes, les frères Morvan, des chanteurs et sonneurs de la région, organisé par l'U.D.B.
- Le 12 novembre
à **LANDERNEAU**
Fest-nos au « Family » avec les Kanerien ar Menes-Are, organisé par la fédération UDB de Brest.
à **QUIMPER**
Fest-nos à la Salle des Fêtes, organisé par « Al Leur Nevez » et « Brud Nevez ».
- Le 13 novembre
à **BREST**
Fest-deis au Nouveau-théâtre, organisé par la fédération UDB de Brest.
- Le 18 novembre
à **RENNES**
Fest-nos avec les Sonerien-du, organisé par la fédération UDB de Rennes.
- Le 20 novembre
à **BREST**
Fest-deis au Nouveau-théâtre, organisé par la coopérative scolaire des C.E.S. Penn-ar-C'hleuz, Lanredec et Lesven-Jacquard.
à **SAINT-VINCENT/OUST**
Bal breton, organisé par Ti-Kendalc'h.
- Le 27 novembre
à **BREST**
Fest-deis au Nouveau-théâtre, organisé par la fédération UDB de Brest.

EN FRANÇAIS DANS LE TEXTE!



Le château des barons du Pont ou se trouve le musée de Pont-l'Abbé.

DEBUT septembre, à Pont-l'Abbé, l'agitation touristique des mois de juillet et d'août s'est calmée. J'ai pénétré dans le musée du Pays Bigouden installé dans ce qui reste de l'ancien château ; j'attends l'arrivée d'un groupe de personnes âgées de la presqu'île de Crozon puisque la visite ne peut s'effectuer qu'en groupe. Ils sont là nombreux et il ne faut pas longtemps pour juger que la très grande majorité sont des bretonnants de naissance. La personne chargée d'accueillir et de

diriger les groupes, portant le costume bigouden, met en route le commentaire enregistré, un texte de P.J. Hélias lu par l'auteur ; je m'attends à entendre la version en breton puisqu'elle existe... Non, notre auteur parle en français, en excellent français ! Dans la première salle où est défini l'espace géographique du Pays bigouden, c'est le silence auquel succède un demi-silence ; dans la seconde salle où sont présentés des objets de la vie quotidienne rurale et artisanale, deuxième mise en route du commentaire en français. Mais là, foin du commentaire de P.J. Hélias, les groupes se forment et les commentaires d'aller bon train en breton : ces objets, c'est leur vie. Na petra'ta, nul n'est prophète en son pays et la municipalité du docteur Bénard, champion de la charte culturelle giscardienne, n'a pas encore eu le temps de mettre en application ses beaux principes.

Yann Cheun Veillard



LE CALENDRIER 1978 DES PRENOMS BRETONS

Grand calendrier mural (30 x 40 cm)
6 pages avec grandes photos-couleurs
sur le thème du travail en Bretagne

BULLETIN DE COMMANDE
à retourner U.D.B. - BP 304
29273 BREST - Cedex

NOM

Adresse

désire recevoir au prix unitaire de
15 F nombre calendriers
bretons.

Ci-joint chèque bancaire ou postal.

La caricature du mois

De Vasquez de Sola, dans « le Canard Enchaîné » du 28.9.1977.



Dessin de Raffaëlli



*Quand l'autorité
d'un Louis XIV était
défiée à La Martyre*

SOUS l'Ancien régime, la cellule de base de la société bretonne était la paroisse rurale. Lieu de la solidarité et des échanges entre les hommes, cette paroisse était aussi le lieu où s'exerçait un pouvoir local. Aux origines, il semble que ce pouvoir ait été assez démocratique, partagé par tous les chefs de famille qui discutaient, délibéraient et votaient au cours de la grand'messe dominicale, souvent après le sermon (ou le prône), d'où le nom d'assemblée prônale que l'on donne parfois à cette réunion générale de tous les paroissiens.

Il ne faut cependant pas s'illusionner sur la réalité de cette démocratie paysanne. En fait, bien souvent, dans la société de classe que constituait le village breton, c'étaient les plus riches et les plus instruits (ce sont les mêmes...) qui dominaient et conservaient dans leur famille les charges principales de la communauté, notamment celle de fabrique (c'est-à-dire de responsable des finances de l'église et de la paroisse). Dans presque tous les bourgs bretons, il y avait deux fabriques, élus chaque année et chargés de gérer le budget paroissial. On constate dans la plupart des cas que cette fonction importante n'échappe pas à quelques dizaines de familles aisées qui se succèdent ainsi à la tête du pouvoir local.

Le Parlement de Bretagne dès le début du XVII^e siècle et le pouvoir royal par une ordonnance du 11 mai 1675 sanctionnèrent cette tendance au pouvoir des riches en décidant que désormais les fabriques ne seraient plus élus « à la pluralité des voix » c'est-à-dire en assemblée générale de tous les paroissiens, mais par une quinzaine de notables — les seigneurs, le

recteur, les anciens fabriques — qui constituent désormais le « corps politique » des paroisses bretonnes. Grave recul, donc, de ce qui restait de démocratie originelle dans nos villages ruraux... mais recul bien compréhensible de la part d'un pouvoir royal autoritaire et centralisateur qui rêvait déjà de couler tous les Français dans le moule d'une même obéissance totale au souverain absolu...

L'image que l'on se fait de Louis XIV est effectivement celle d'un souverain omniprésent et partout obéi dans un royaume en voie d'uniformisation rapide. La réalité est cependant bien différente et les exemples ne manquent pas qui montrent que, tout Louis XIV qu'il était, le Roi était loin de régner sans partage.

Ainsi un document très intéressant en fait foi pour La Martyre, en 1697. La Martyre était une trêve de Ploudiry, c'est-à-dire une sorte de succursale de la paroisse-mère, presque autonome. Or en cette année 1697, soit 22 ans après l'ordonnance royale qui supprime les délibérations prônales (les assemblées générales en quelque sorte), deux notaires royaux de Lesneven se présentent à la messe du 23 juin pour faire un constat...

Quel constat ? Que dans cette trêve de La Martyre, les fabriques « honorables gens François Abgrall et Jean Poulmarc'h » ne sont guère obéis ; « qu'il se commet quantité d'abus et de contravention aux arrêtés et règlements de la Cour [en ce qui concerne] les délibérations prônales » ; que celles-ci se font d'ordinaire « confusément avec trouble et scandale » et non pas en petit comité de 12 notables, comme le prévoient les textes. Et les notaires somment les paroissiens de se soumettre aux textes,

et de désigner ces 12 « personnes éclairées et capables » !

La réaction de la base paysanne est intéressante à lire dans le constat de nos notaires. Nous citons ces derniers : « Se sont levés avec arrogance, beaucoup de bruit et de scandale les nommés Hamon Le Lan, François Le Roux, Jan Gouriezec, François Hilly, Jean Hernot, François Laot, Nicolas Cornec et quelques autres gens de néant et insolubles lesquels se sont opposés formellement à ce que l'on fasse aucune députation, [disant] qu'ils se moquent de tous [les] ordres et arrêtés (...) se démenant en criant hautement avec scandale et irrévérence et provoquant les autres trévins d'être de leur parti; nous disant de nous retirer, nous insultant, secouant la tête, et nous montrant en se retirant à la fin de la grande messe le poing fermé ce qui intimida (...) les trévins qui n'osèrent point parler ni délibérer » (Archives municipales. Compte de fabrique. Acte prônale. 23/6/1697).

Les habitants de la trêve de La Martyre n'osèrent-ils pas intervenir comme l'avancent MM. Le Creff et Macé, les notaires lesneviens, ou plus vraisemblablement étaient-ils d'accord avec les meneurs du sous-prolétariat (« les gens de néant ») ? On ne sait. Mais l'incident est révélateur de l'aspiration démocratique profonde d'une masse paysanne qui ne veut pas voir confisquer par quelques notables le droit de s'occuper de ses propres affaires. La leçon est belle. Elle nous autorise aussi à nuancer fortement l'image d'un pouvoir royal français partout obéi : à La Martyre, 22 ans après une ordonnance de Louis XIV, on s'en moque encore...

Ronan LEPROHON.

EN BRETON DANS LE TEXTE

Par Yann-Ber PIRIOU

**karantez
ha
karantez**

Il y a dans **Lid** plusieurs poèmes qui méritent lecture même s'ils ne sont pas toujours exempts d'une certaine drôlerie.

...Si je pouvais écrire quand tu
[me fais l'amour
Je chanterais d'étranges psaumes
Gémissements enfiévrés
Ouragans sans freins et hurle-
[ments de louve...
Si je pouvais écrire quand tu me
[fais l'amour...



Naig Rozmor et ses chèvres.

Etrange que la même plume ait pu écrire des choses aussi... dissemblables...

Trois parties dans ce recueil : **Selaou**, **Lid** et **Trid**. Peu de choses à retenir dans **Trid** et **Selaou**, si ce n'est cette prière où passe comme un souvenir des **Mystères douloureux** de Francis Jammes. Mais ici, la prière finit en blasphème et c'est très bien comme ça.

« Au nom de l'enfant meurtri par
[ses parents ivrognes
Au nom de la jeune fille vendue
[au riche
Au nom du valet maltraité par son
[maître
Au nom du malade qui n'en finit
[pas de mourir
Au nom de l'homme qui dine
[d'une boîte de pâté pour chien
Au nom du chien qu'on attache à
[un arbre pour attendre la mort
Je te cracherais bien dessus, mon
[Dieu ! »

Seulement voilà !

« ...Je ne peux pas écrire quand
tu me fais l'amour ! »

L'humour léonard serait-il d'autant plus irrésistible qu'il est involontaire ? Jusqu'à présent, la bagatelle, en Terre des Prêtres, ça se faisait surtout par devoir. A la chrétienne. Pour avoir des enfants. On trouvait ça aussi bien qu'ailleurs, sans doute,

mais pour ne pas faire de peine à la Bonne Vierge du Folgoët, on n'en parlait jamais !

Naig Rozmor, elle, rompt la conspiration du silence.

« Et danserai-je encore
Toute nue
Pour toi sur la grève
Comme une cavale sauvage
Echappée de tes rêves... ».

Alors, érotisme au coin du feu, peut-être. Mais, entre nous, au pays de Lan Inizan, de Per Pronost et de certains capucins roscovites, le mérite est-il vraiment si mince ?

Karantez ha Karantez

barzonegoù gant Naig Rozmor -
74 pages - Publié par **Brud nevez** -
6, rue Beaumarchais - 29200 Brest.

**goavan
hag on
den
gwer**

Nous avons assez combattu l'usage aberrant que l'on fait parfois du **Korn ar brezhoneg** dans certaines feuilles.

Mais il peut y avoir des façons intelligentes d'aménager ce « coin ». En décidant de rouvrir ses colonnes à notre langue, **le Trégor** a choisi de publier en feuilleton **Gaovan hag an den gwer**, conte arthurien adapté du moyen-anglais par Roparz Hémon. C'est écrit dans une langue simple et très clairement imprimé. Un exemple que devraient bien suivre les autres hebdomadaires de l'Ouest breton !

Le Trégor

hebdomadaire de la région
de Lannion.

B.P. 133 - 22302 Lannion Cédex.

Gaovan hag an den gwer

Editions **Al Liamm**

Venelle Poulbriken Saint-Marc
29200 Brest.

BRETAGNES n° 7 - 12 f.

::: les nouveaux écrivains Bretons :::

abonnement : 45 f. - impasse fontaine-au-lait - morlaix



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Alors qu'on n'en parlait qu'en deux mots, le Syndicat National de l'Enseignement Chrétien, S.N.E.C.-C.F.T.C., s'est senti particulièrement malmené dans un article de notre numéro de septembre intitulée « Voyage à l'intérieur de l'enseignement privé breton ».

J. Leroy, qui est secrétaire du S.N.E.C.-C.F.T.C. de Bretagne, et qui habite Douarnenez (comme Guerneur) demande même un droit de réponse, comme s'il se sentait outragé dès qu'on conteste l'enseignement privé !

« C'est avec stupéfaction que le S.N.E.C.-C.F.T.C. prend connaissance de votre article sur l'Enseignement Privé (P.B. sept. 77).

La vision de votre rédacteur est partielle et voudrait démontrer que les écoles catholiques sont des casernes d'embrigadement de la jeunesse. Nous ne nous reconnaissons pas du tout dans cet article outrancier.

Nous le considérons comme une insulte et la C.F.T.C., et les 3500 travailleurs de l'Enseignement Privé qu'elle représente en Bretagne, en rejette le contenu.

Curieux syndicat qui considère comme une insulte toute critique de son patronat ! Et singulière organisation que le S.N.E.C. dont le rôle en Bretagne se résume en dernière analyse à maintenir la fiction d'une C.F.T.C. représentative.

Clisson

(...) J'habite Clisson, l'extrême limite de la Bretagne et je veux être informé pour me battre, car je crois profondément en notre combat. Seulement je me sens seul et j'ai besoin de vos articles pour me stimuler et décider les gens autour de moi. Pour nous, à Clisson, les Pays de Loire ne représentent absolument rien. Nous voulons être Bretons dans une Bretagne socialiste.

Rémy R.,
44 Gorges.

Nantes en Bretagne

Je suis lecteur du « Peuple Breton » que je me procure à Sarzeau. Dans le

numéro du mois d'août dernier, j'ai pris connaissance de l'article sur la Loire-Atlantique en Bretagne, et ai été intéressé par les 12 questions et réponses. Je suis âgé de 85 ans et Breton à 100 %. J'ai habité Nantes pendant quarante ans, mais les Nantais ayant, comme tout le peuple breton, vécu dans l'ignorance de leur histoire depuis 1532, ils ne savent plus qu'ils sont Bretons (...)

F. Le Pallec, Sarzeau.

Pour l'autogestion

Nul n'ignore le travail fait par l'U.D.B., premier parti breton ayant clairement opté pour un socialisme décentralisé, ni le travail remarquable qu'accomplissent les militants de l'U.D.B. pour la défense de la langue et de la culture bretonnes. Cependant, à la veille d'élections qui s'avèrent capitales, l'U.D.B. ne peut échapper au débat sur le type de socialisme à construire en Bretagne et sur l'ensemble du territoire français (...). En optant pour le socialisme autogestionnaire, un certain nombre d'organisations ont en commun une démarche qui remet en cause le système capitaliste et son centralisme économique, culturel et politique :

La C.F.D.T. : deuxième syndicat ouvrier, du Joint Français à Lip, elle a su populariser le mot d'ordre : « vivre et travailler au pays en travaillant autrement ».

Sur le terrain écologique, la principale organisation, « Les Amis de la Terre », a su démontrer avec succès qu'on ne peut pas prétendre développer les pouvoirs populaires tout en développant un système nucléaire ultra-centralisé et policier.

Même démarche chez les militants de l'« Association Populaire des Familles » qui, en devenant l'an dernier syndicat auto-gestionnaire du cadre de vie, veulent redonner vie et pouvoir aux habitants des villes.

Enfin, la récente création d'une « Fédération des élus autogestionnaires », dont la démarche principale vise à rendre aux associations populaires le pouvoir aujourd'hui confisqué par l'état français et ses notables.

Bref, à l'heure où le P.C.F. opte pour le nucléaire et le centralisme (vive la

France !), où le P.S. rassure les classes moyennes, réduit les nationalisations et respecte religieusement les institutions françaises, il est urgent de coordonner et de renforcer l'ensemble des forces qui veulent rendre le pouvoir aux peuples de l'hexagone et qui se placent dans une autre logique que les forces du programme commun.

M.R., Douarnenez.

Les gendarmes avec nous

Votre carton m'a (utilement) rappelé que mon abonnement était arrivé à sa fin. Voici mon réabonnement. Amical sentiment d'un gendarme breton et de votre bord.

Région parisienne.

Une centrale à Kergrist-Moëlou ?

Après la justesse des propos de Philippe Lachaud dans sa chronique « Construire en Bretagne » je m'étonne avec stupéfaction de l'illustration de sa conclusion : « Exemple intéressant d'une maison très basse adaptée à un paysage essentiellement breton ». Est-ce une farce ? Au premier coup d'œil, j'ai cru reconnaître le dernier étage de la tour Montparnasse quoique, en réfléchissant un peu, le grillage devant l'objet me ferait plutôt penser à une casemate de la ligne Maginot. La photo en noir et blanc est crue. A l'abri du chatoiement des couleurs, nous réalisons mieux la dureté des formes. Je ne crois vraiment pas que ces « blocs-nains » puissent s'adapter un jour au paysage breton. Si c'est dans ce décor sinistre que les Bretons doivent vivre demain, je retire ma demande de transfert et je reste en Alsace, malgré les centrales nucléaires.

A propos de nucléaire, avez-vous des informations précises sur les projets d'une installation identique à celle de Creys-Malville, avec en plus un lac artificiel noyant plusieurs communes et autres réjouissances à Kergrist-Moëlou dans le



Pays Fanch ? Le journal « La gueule ouverte » a publié, lors de son premier numéro, une liste funèbre volée je ne sais où, et sur laquelle figuraient déjà Malville, puis Le Pellerin, la troisième victime étant Kergist-Moëlou.

Y. Defrance, Strasbourg.

Promotion de la langue bretonne

Abonné au « Peuple Breton », je suis très intéressé par les articles concernant la diffusion et la promotion de la langue bretonne ; notamment par le récent « Diwan, le germe des maternelles en breton ». J'apprends moi-même le breton depuis près de deux ans, et je trouve ce point très important. N'oubliez pas pour cela les autres problèmes, notamment économiques.

J.F. Gélo, Argenteuil.

« Même les Royalistes »

Bien que royaliste, et par là-même opposé à bon nombre de vos idées, j'apprécie beaucoup la lecture du « Peuple Breton » qui est de très loin la meilleure revue bretonne du genre, tant par le sérieux des articles que par la mise en page agréable et soignée. Je lis le « Peuple Breton » depuis 1969 et j'ai pu apprécier l'amélioration constante de votre revue au fil des ans.

J'ai été très choqué par l'attitude de FR3 à votre égard, surtout que « même les royalistes » ont eu le droit à leur petite part du gâteau. Mais rassurez-vous, une fois n'est pas coutume, et personne ne peut dire que les royalistes encombrant les ondes.

A. Bizot, Versailles.

Le train pour Paris

Je viens vous féliciter pour votre travail, notamment l'article sur les transports en Bretagne. Travailleur émigré, je prends le train presque toutes les semaines pour Paris. Je peux ainsi noter la différence avec les autres régions (prix du km beaucoup de trains à supplément surtout aux horaires intéressants : 14 F pour 15 minutes de gain, trains surchargés, heures inadaptées).

J. Loric,
Paris.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont **gratuites** pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

• Secrétaire sténo-dactylo expérim. notions comptabilité, ch. emploi dans rég. Nord-Finistère. Ecrire au journal qui transmettra, annonce n° 77-92.

• Breton émigré, 23 ans, étud. en médecine à Angers, DCEM 4, voulant faire son stage interne en Bretagne, chez généraliste, rencontrerait tout médecin en vue explication et discus. préférence pour Basse-Bretagne. Ecr. Yann Rospars, 88, av. Patton, 49000 Angers.

• J.H., 24 ans, BEPC, CAP d'aide-comptable, 4 ans expér., ch. emploi stable en Bretagne, préférence rég. lorientaise. Ecrire : Jean-Paul Thiery, 110, rue Paul-Guieysse, 56100 Lorient.

• Educatrice jeunes enf. ch. emploi en Bretagne ds crèche, halte-garderie hôpital, pouponnière, etc... ou permittante pr travailler en pédiatrie à hôpital civil de Rochefort (17). Ecrire : Martine Sicault, 12, rue François Arago, 17300 Rochefort-sur-mer.

OFFRE D'EMPLOI

— un chômage presque inexistant du fait de l'émigration massive des jeunes vers Brest : véritable tremplin pour l'exode.

LE P.B. DANS LES CASERNES

Nous avons décidé d'expédier gratuitement Le Peuple Breton à nos compatriotes « sous les drapeaux ». Ceux qui, ce mois-ci nous feront parvenir leur adresse militaire recevront le P.B. sans frais jusqu'à la fin de leur service. Prévenez vos camarades.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304. 29273 BREST CEDEX

CAFÉ du CENTRE

BATTITTEN OCHTATIA

BAPTISTE LE BASQUE

Ouvert jusqu'à une heure

SAINT-SERVAN

Nos annonceurs
nous soutiennent

•
Soutenez-les !

FATALITÉ OU VOLONTÉ POLITIQUE ?

LA GRANDE MISERE DES TRANSPORTS EN BRETAGNE

DEUXIEME PARTIE: L'ANALYSE POLITIQUE

Pour qui tente de rallier Saint-Malo à Quimper par la route, ou Brest à Nantes par le train, le problème des transports en Bretagne n'est pas un mythe. Le dernier numéro du Peuple Breton a établi le constat d'une situation qui dépasse de loin le seul fatalisme de la Bretagne excentrée et enclavée. Dans tous les domaines, la Bretagne est en retard : un réseau ferroviaire en pleine déconfiture, hormis les lignes directes vers Paris, pas d'autoroute, des routes expresses en retard sur un plan pourtant modeste et qui réussissent parfois ce paradoxe d'iso-

ler certains coins de terre, des ports scandaleusement sous-équipés quand passe au large le courant maritime le plus important du monde.

Ce bilan, il s'agit de l'expliquer ; il n'est pas dû au hasard malheureux d'une situation géographique défavorisée, mais à un véritable projet politique poursuivi depuis de nombreuses années.

C'est cette explication politique que Laurent Le Page nous livre ce mois-ci avant, dans notre prochain numéro, d'exprimer des propositions pour l'avenir.

Le constat que l'on peut faire actuellement sur les transports en Bretagne amène donc à une triple conclusion : sous-équipement, inadaptation et cherté, autant de facteurs aggravants de la situation économique de la Bretagne. Cet état de choses est parfois tout bonnement accepté, considéré comme « normal » ; il est parfois déploré, mais sans plus, car quasi-impossible à changer. Il faut pourtant aller plus loin : y a-t-il des mesures actuellement pour que ça change ? Et sinon, si cette situation peut être différente, pourquoi, profondément, ne l'est-elle pas ?

L'attitude du pouvoir

Le gouvernement essaie toujours de passer pour l'ange protecteur, l'autorité-qui-intervient-quant-il-le-faut. Mais son manque d'intervention dans le cas général n'est-il pas coupable ? En fait le pouvoir est bien loin d'être neutre, et les exemples de mesures prises par lui à l'encontre du développement des transports ne manquent pas. Il faut remettre en cause non seulement tel ou tel gouvernement précis de ces dernières années, mais le pouvoir français en tant qu'instrument aux mains de la bourgeoisie française. N'oublions pas que les industriels bretons, au XIX^e siècle, ont été contraints de faire venir du charbon du nord, par voie terrestre, au moment donc où cette source d'énergie était essentielle au développement de l'industrie. Outre qu'elle ne permettait le développement que de petits centres (difficultés d'arrivée, cherté), cette politique empêchait la reconversion des transports maritimes bretons dans l'importation, par exemple, du charbon gallois, lequel aurait permis un décollage économique de la Bretagne. Les transports maritimes ne tardèrent donc pas à périr (et avec eux la possibilité d'une accumulation primitive du capital), du fait du rattachement de la Bretagne à l'espace



Le Peuple Breton/AYK

De la gare de Scrignac-Berrien à celle de Montparnasse, le long itinéraire de trop de jeunes bretons.



Félix Le Garrec



continental français, défini par la bourgeoisie des houillères.

Mais il y a aussi des exemples actuels. C'est tout de même le pouvoir qui est derrière la politique d'investissement de la S.N.C.F. Si la S.N.C.F. n'accorde que 1 % de ses investissements totaux à la « région » Bretagne, qui compte 5 % de la population française, c'est l'effet d'une volonté, pas d'une fatalité. Pendant ce temps les contribuables bretons (avec les autres, mais eux aussi) financent le déficit des lignes de la région parisienne. La S.N.C.F. consent des tarifs préférentiels aux grandes sociétés capitalistes installées dans les grandes régions industrielles, augmentant par là son déficit, mais n'investit que 1 % en Bretagne ! Au-delà d'un gouvernement, c'est donc bien la nature du pouvoir qui est en cause dans cette affaire, comme dans bien d'autres. C'est le pouvoir aussi qui a décidé ces

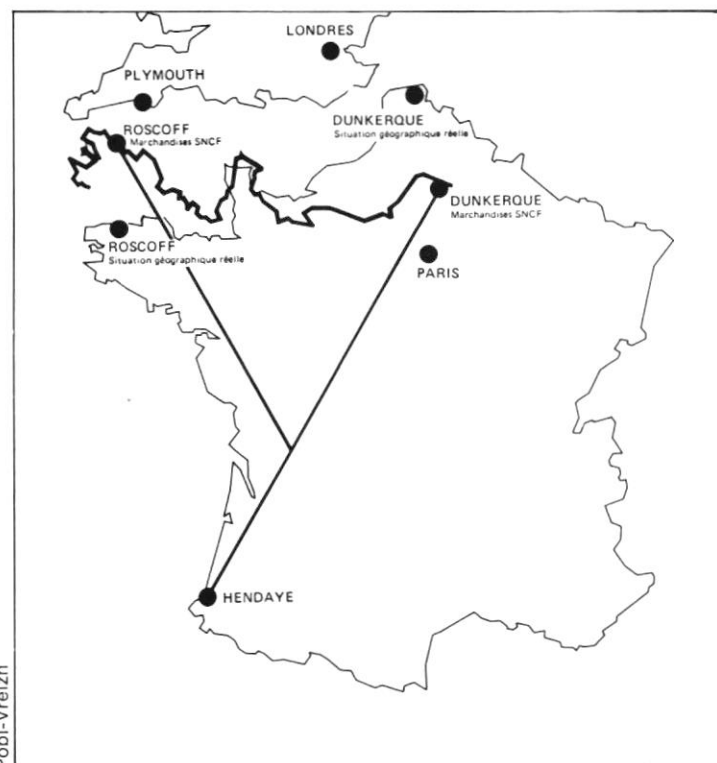
un cinquième qui affecterait les tarifs appliqués aux produits en provenance ou à destination de la Bretagne, par rapport aux tarifs actuels.

Non, le pouvoir n'est pas spectateur. Il intervient pour supprimer des lignes, pour supprimer les trafics voyageurs, pour freiner le Plan Routier Breton par des économies budgétaires. Il est aux côtés des grandes firmes à qui profite l'aménagement exclusif de l'axe Rhin-Rhône et de la région parisienne, chose que les contribuables bretons financent. Il se sert des pouvoirs régionaux bidons mis en place pour s'ôter toute responsabilité. Ainsi, sur 11 millions de francs d'investissement pour le port de Roscoff, 3 millions viennent de l'Etat. Sur 400 millions de francs à verser pour le gazoduc de l'Ouest, l'Etat versera 40 millions, l'« Etablissement Public Régional » de la région Bretagne versera 60 millions, le reste étant couvert par emprunts ? Et il se glorifie de ces réalisations !

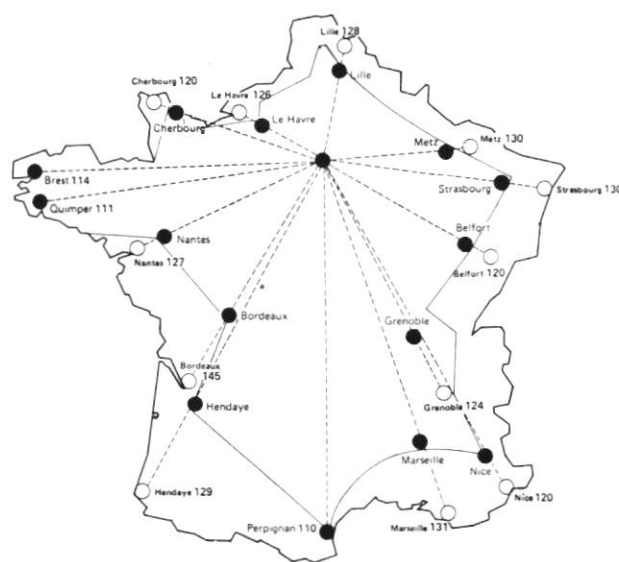
ministre à Brest : « Je viens vous donner l'assurance que je veillerai personnellement à la poursuite des travaux à leur rythme actuel et à la bonne exécution des engagements de l'Etat ».

- 31 décembre 1975 : le P.R.B. n'est même pas réalisé à moitié.
- 14 janvier 1976 : M. Chirac, premier ministre, conteste que le gouvernement ne soit engagé pour 1975. Il ne promet plus que 280 millions de francs par an, soit un peu plus qu'en 1970 (200 millions) alors que le prix de revient du km routier a doublé dans la même période.

Le Plan Routier Breton ne sera pas réalisé en 1978, ni en 1980, peut-être en 1985, mais peut-être aussi en l'an 2000 quand il faudra avoir des autoroutes. Effectuer ainsi une fuite en avant dans les promesses, quand les intérêts vitaux de tout un peuple de travailleurs sont en jeu, c'est nous considérer comme des indigènes colonisés.



De la pondération des distances à la « pondération des vitesses »



Les chiffres indiquent les vitesses moyennes des meilleurs trains voyageurs entre Paris et les villes concernées. Les temps mis pour aller de Paris à Brest ou à Quimper sont pris comme étalon de distance.

De la distance réelle à la distance fictive selon la tarification S.N.C.F. : Sur la carte de gauche apparaissent les distances Hendaye-Roscoff et Hendaye-Dunkerque selon la « condition des distances ». Sur la carte de droite apparaissent en blanc la distance réelle des villes, en noir leur rapprochement selon les vitesses.

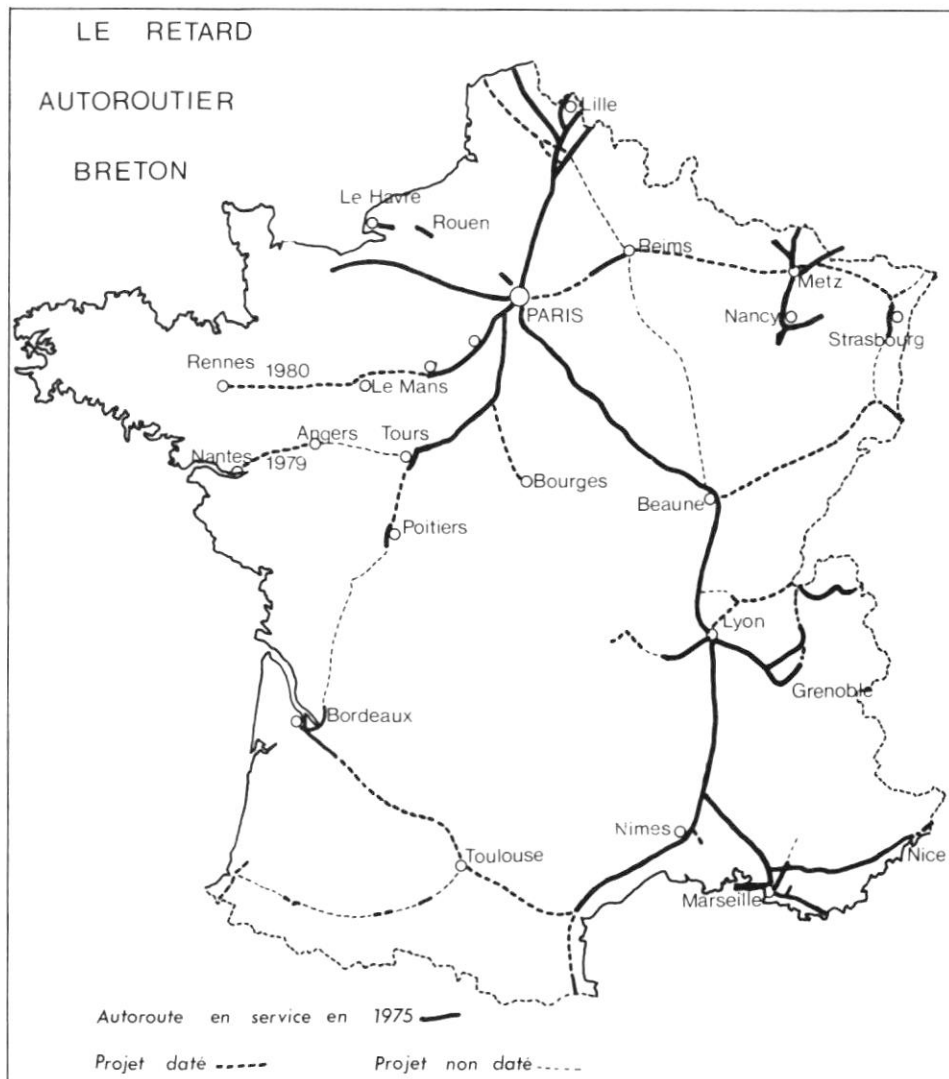
mesures odieuses de tarification des chemins de fer : depuis 1962, le kilomètre breton de voie ferrée, au point de vue tarifaire, mesure 1025 m, il mesure 800 m dans une région économiquement développée, et 840 m en moyenne sur l'ensemble de la France : c'est la « pondération des distances ». Cette discrimination évidente, ayant pour résultat évident de défavoriser les défavorisés, entraîna les protestations d'une opinion bretonne très sensible à ces questions à l'époque, mais aussi menée alors par les notables de droite. Il y eut un compromis, baptisé « Annexe B ter » diminuant en Bretagne les effets de la discrimination par une subvention de l'Etat. Cette subvention n'a pas augmenté depuis 1962, elle ne s'applique que dans une minorité de cas, autant dire que l'« Annexe B ter » n'a plus de sens aujourd'hui. Il apparaît au contraire que, si l'on rétablissait les tarifs à distance réelle, c'est une réduction de

D'un bout à l'autre c'est une duplicité totale entre la parole et les actes. Il n'est pas inutile de reconsidérer avec un peu de recul la suite des promesses consacrées au seul Plan Routier Breton (P.R.B.) :

- 9 octobre 1968 : décision initiale - 2 grands axes routiers, Nord et Sud, à partir de Brest, plus axe central, le tout pour 1975.
- 2 février 1969 : engagement solennel du général de Gaulle, à Quimper, sur ce programme.
- 27 octobre 1970 : M. Chalandon, ministre de l'équipement, précise à Rennes que le P.R.B. est augmenté de nouvelles liaisons, mais que, de ce fait, la réalisation ne sera effective que pour les deux tiers des grands axes.
- janvier 1973 : M.O. Guichard annonce l'achèvement du P.R.B. pour 1978.
- 12 octobre 1973 : Messmer, premier

Il n'y a pas de fatalité

Avec le pouvoir, c'est toute une façon de dire, propre à la classe dominante, qui tente de masquer le problème. Combien de fois n'avons-nous pas entendu parler du « désenclavement de la Bretagne », ou de « l'effort consenti pour le Plan Routier Breton » : les notables bretons, les députés bretons de droite, tous maintenant dans les eaux du pouvoir, en ont plein la bouche. Mais ils sont aussi très souvent relayés par la grande presse, laquelle enfourche ces dadas. En fait, si désenclavement il y a, il ne concerne qu'une frange littorale : un tiers du territoire breton est à plus de 20 km de toute gare. Quant à l'effort consenti, il n'existe pas. La part affectée à la Bretagne concernant tel ou tel équipement est presque toujours inférieure à la part de population qu'elle représente. Si le



« Le retard auto-routier breton ».

chiffre est plus élevé en ce qui concerne les routes en rase campagne, c'est d'abord parce qu'il est faible pour les autres équipements (chemins de fer par exemple), c'est ensuite parce que la Bretagne demande peu pour les voies urbaines, ayant peu de villes, c'est enfin parce qu'il y a dans le P.R.B. une dotation de 250 millions de francs venant du Fond Européen de développement Régional, ce qui n'est donc pas un apport français.

Les manuels scolaires, même quand ils se veulent objectifs, même s'ils parlent de « réseau colonial » (V. Prévot) en Bretagne ou de « colonie intérieure » (Derruau), participent à cette intoxication. Les mots sont significatifs : « isolement » pour le manuel de 1^{re} de chez Masson (collection Derruau), « position excentrique » pour le manuel de chez Belin (V. Prévot), « éloignement » pour celui des éditions Fernand Nathan (cours Ozouf). Pour le dernier « la Bretagne est à l'écart des grands centres industriels. Elle est aussi à l'écart des grandes voies maritimes ». A ce niveau le goût du déterminisme géographique (défaut fondamental de cette science ou pseudo-science) fausse la vision des choses, même si l'auteur précise que c'est à cause de l'absence de port. La proximité de la Bretagne par rapport à un grand courant maritime crève les yeux. Alors, si l'éloignement par rapport aux centres industriels est une tare géographique, la proximité d'un grand courant maritime devrait être un atout. S'il ne l'est pas, et s'il n'y a pas de port, c'est qu'il y a d'autres causes. Mais il faut les dire.

Le relief de la Bretagne est présenté aussi comme une des causes de la médiocrité des transports. Il faut reconnaître que ce n'est pas un élément favorable. Mais il y a plusieurs choses à répondre : d'une part, si on parle du relief intérieur comme élément négatif, on ne devrait pas manquer de mentionner le littoral comme élément très positif, ce que l'on ne dit pas, comme on ne dit pas que les sites littoraux sont sous-utilisés au point de vue économique. D'autre part, aujourd'hui, la technique diminue l'importance de ce genre de considérations : c'est une question de finances, donc de volonté. Enfin, et surtout, si le relief a pu rendre difficile la construction de voies de chemin de fer par exemple, il n'empêche pas de les maintenir en état, ou n'oblige pas à une mauvaise qualité des dessertes, et à la suppression des lignes : qui peut le plus, peut le moins ! Le problème de fond ne se trouve donc pas dans un quelconque fatalisme géographique qui n'existe pas là plus qu'ailleurs. Le problème de fond se situe dans les rapports économiques, et ceux qui s'ensuivent, institués entre la Bretagne et les pôles développés de l'Europe.

Les véritables causes : la place assignée à la Bretagne dans l'Europe capitaliste

Pour creuser la question on peut commencer par raisonner sur le tracé des

voies de communication en Bretagne. Les cartes sont éclairantes : toutes les voies, celles en tous cas qui ont quelque importance et qui bénéficient d'une certaine amélioration, servent à rapprocher un point du territoire breton de Paris ; rien qui relie diverses villes bretonnes les unes aux autres. Un réseau fait par des français pour des Français, plus précisément par des capitalistes français par des colonisateurs pour des colonisateurs. Car l'analogie est évidente avec ces pays africains où toutes les voies, dites « de pénétration » servaient à amener les produits de la colonie à la côte, c'est-à-dire vers la métropole. Les capitalistes français ont fait et font la même chose en Bretagne : développer ce qui leur est utile et non ce qui est nécessaire au peuple breton.



Fernand Icart, le nouveau ministre de l'équipement : continuer une politique...

Ceci n'est peut-être pas suffisant pour affirmer que la Bretagne est une colonie, mais ça donne tout de même à réfléchir. D'autant que la Bretagne échange peu avec les régions voisines mais directement avec les grands centres industriels éloignés : « Les routiers bretons expédient principalement des marchandises vers la région parisienne, la basse-Seine, l'Est, le Nord, la Belgique et l'Allemagne » ; c'est M. Leclerc, directeur du bureau des transports de la Chambre régionale de commerce qui l'affirme, dans un article d'Ouest-France en date du 24 octobre 1974. Dans ce même article, il est dit que les entreprises de transport bretonnes ont exporté moins en tonnage qu'elles en ont importé, l'explication étant, selon M. Milin, secrétaire général du Groupement professionnel routier de Bretagne, la suivante : « La densité des marchandises (...) à destination de notre région est nettement supérieure. Il s'agit pour une bonne part de matériaux de construction. Alors que ce sont surtout des produits frais qui quittent la Bretagne ». Autrement dit, nous exportons ce qui fait une grande partie de notre richesse, la production de l'agriculture et de la pêche bretonnes, et nous importons ce qui est nécessaire à cette industrie non développée qu'est le bâtiment, et cela par la route. Voilà qui est significatif d'un problème de fond. Voilà encore une analogie. Les transports sont limités à ce qui sert le colonisateur.



La gare de Malestroit.

Le Peuple Breton/Yvon Boëlle

Le « petit-train »

Si l'on fait le bilan de l'efficacité d'un mode de transport sur un siècle, on arrive à des conclusions identiques. Notre camarade Fanch Morvannou, au cours des réunions publiques qu'il anime, illustre souvent les thèses de l'U.D.B. par l'histoire du petit train du Centre-Bretagne, qu'il connaît particulièrement bien. Ce train avait apporté, à bien des communes, en même temps la chaux, la langue française. La chaux, et les engrais aussi, c'était une amélioration considérable des sols, et par là un progrès très net des rendements et revenus agricoles, et aussi une diminution de la main-d'œuvre agricole nécessaire, bref, le progrès. La langue française, c'était donc aussi le progrès, puisqu'elle arrivait en même temps. Seulement le petit train n'a pas apporté les usines qui auraient pu occuper les jeunes désormais en surnombre à la campagne. Alors les jeunes sont partis, loin, à Paris surtout. Ils le pouvaient, grâce au petit train, et grâce à la langue française qu'ils connaissaient désormais. Et quand il n'y a plus eu assez de jeunes pour que les départs continuent d'être importants, et bien... on a supprimé le petit train. Mais son histoire continue car aujourd'hui les anciennes lignes ne sont pas toutes complètement abandonnées; parfois leur emplacement été aménagé pour permettre le passage de touristes en roulettes; et la gare de Locmaria-Berrien est le garage de ces roulettes pour touristes fortunés, en mal d'idées de vacances. Tout un symbole, un concentré de notre histoire.

Au total, depuis un siècle, depuis la construction du chemin de fer en Bretagne, quels ont été les échanges entre la Bretagne et la France, qu'ils soient matériels ou non. On peut faire le tableau suivant :

Importations :

● CULTURE FRANÇAISE

« La Bretagne forme, pour ainsi dire, une nation distincte : mœurs, coutu-

mes, langage, tout y diffère du reste de la France. Nous avons presque à civiliser cette province si belle mais encore si sauvage (...).

« Qu'une ligne de chemin de fer soit construite à travers ce pays, une circulation rapide s'établira, des populations bretonnes descendront vers la France centrale et des populations des provinces plus avancées viendront à leur tour visiter la Bretagne. Un chemin de fer apprendra en dix ans plus de français aux Bretons que les plus habiles instituteurs primaires et avancera de plus d'un siècle la fusion de cette vieille province avec nos jeunes départements; et ce sera quelque chose pour la force et la grandeur nationale. C'est vraiment pitié de ne point travailler plus activement que nous le faisons, à franciser tout à fait cette province à l'entêtement si fier, aux sentiments si généreux. Un pareil but, à lui seul, vaudrait bien quelques millions ».

R.A. HAMON,
secrétaire particulier de GUIZOT,
1842.

● ARMÉE

Le plus grand aérodrome breton est un aérodrome militaire : Landivisiau.



Une infrastructure au service du tourisme : les bulldozers en action à Kerjouanno, dans la presqu'île de Rhuys, en 1973.

Le Peuple Breton

Les meilleurs sites portuaires bretons sont voués à des ports militaires : rade de Brest, rade de Lorient.

Non seulement les bâtiments de la Marine, non seulement les appareils de l'aéronavale, les autorités militaires arrivent facilement en Bretagne, mais de plus en plus l'armée de terre, les manœuvres, etc...

● TOURISME

Bretagne : 2^e région touristique de l'hexagone. Le dixième des touristes français viennent en Bretagne, plus une proportion d'étrangers réduite jusqu'à présent, mais qui semble augmenter rapidement.

● NOMBREUX PRODUITS FABRIQUES, notamment des matériaux de construction.

Exportations :

● MATIERES PREMIERES

— Fer : la faible production de la mine de Rougé (pays de Châteaubriant) est totalement exportée.

— Kaolin : de Plœmeur (près de Lorient) et de Plémet (près de Loudéac) : 173 000 t. - 80 % de la production française; exporté dans sa quasi-totalité sans transformation sur place.

— Produits de la pêche : de plus en plus exportés pour être conditionnés ailleurs, du fait du déclin de la conserverie et de sa « délocalisation ».

— Produits de l'agriculture :

- même chose que pour la pêche en ce qui concerne les productions végétales
- les usines bretonnes ne traitent que un tiers de la production de viande porcine. Le reste est donc exporté sans transformation.

● ENERGIE

— Uranium du sud du Pays Nantais : 1^{er} traitement près de Clisson mais utilisation hors de la Bretagne.

— Depuis 1976 la Bretagne exporte de l'électricité et pourtant celle-ci est très chère en Bretagne.

● MAIN-D'ŒUVRE

La Bretagne a perdu plus d'un million et demi d'habitants entre 1850 et 1970 du fait des guerres en partie mais aussi beaucoup du fait de l'émigration. Ainsi on peut chiffrer à 750 000 le nombre de personnes, surtout des jeunes, qui ont quitté la Bretagne entre 1900 et 1970, principalement vers Paris.

● DIVERS PRODUITS FABRIQUES

(ex. : GS Citroën - appareils électroniques) sortant des industries de main-d'œuvre, souvent usines-pirates, installées en Bretagne.

En fonction de ces échanges, il n'est pas besoin d'une infrastructure lourde pour les transports en Bretagne, telle que celle qui serait nécessaire en cas d'importation de minerais. Le développement

est limité aux besoins des grandes firmes qui se servent des produits agricoles ou de la main-d'œuvre bretons. En revanche le développement sera déjà plus conséquent dans ou vers les régions touristiques.

Où l'on retrouve l'armée...

Et c'est ce qui se constate. Ainsi le tourisme préside à de nombreux choix d'équipements : transports aériens, routes plutôt côtières que vers l'intérieur. Les équipements ainsi réalisés ont les défauts de tout équipement conçu pour les besoins de personnes extérieures à la Bretagne et non pour ceux des travailleurs bretons ; on retrouve ces défauts dans un projet comme le barrage de Pont-l'Abbé qui détruit les activités locales pour permettre le développement du tourisme. De la même façon, on trouve en Bretagne des projets de routes qui vont à l'encontre des activités économiques : cas de la route du pays de Fouesnant prévue pour permettre aux touristes d'arriver plus facilement à Bénodet, et qui amputerait des exploitations agricoles sans aucun avantage pour les paysans ; cas de la rocade de la Baule qui permettrait d'agrandir encore la station balnéaire, mais détruirait une bonne partie des marais salants exploités. Il faut être en Bretagne pour rencontrer ce genre d'aberration : un sous-équipement général néfaste à l'économie mais des projets d'équipements néfastes également. On peut dire la même chose pour l'armée, qui est bien servie aussi en général : on facilite les liaisons entre Brest et Cherbourg, Brest et Lorient ; les liaisons stratégiques sont améliorées avant les liaisons d'intérêt économique. L'armée confisque des sites portuaires remarquables et gèle ainsi des espaces où l'industrie pourrait s'installer : le cas le plus remarquable est évidemment celui de la rade de Brest dont l'utilisation commerciale et industrielle est limitée par les vetos des autorités de la Marine Nationale.

Si les transports sont peu développés en Bretagne, c'est bien parce qu'on préfère y accroître l'implantation militaire et le tourisme plutôt que l'industrialisation. Ils ne sont pas inadaptés pour le capitalisme et l'Etat à son service, ils ne le sont que pour les Bretons. Ce n'est donc pas la place géographique de la Bretagne qui est en cause, c'est le rôle économique qu'on lui assigne. D'ailleurs l'argument de l'éloignement et de l'excentricité de la Bretagne ne tient pas : la Bretagne n'est ni excentrée, ni éloignée en ce qui concerne les transports maritimes ; elle le serait beaucoup moins en ce qui concerne les transports continentaux si les moyens accordés à ceux-ci étaient suffisants. Le terme « d'excentrée » camoufle mal la vraie situation de la Bretagne qui est une zone « périphérique » de l'Europe capitaliste, au sens géographique, mais surtout au sens économique du mot. Utilisé par le grand économiste arabe Samir Amin à propos du tiers-monde, ce terme de « périphérie » désigne les régions sous-développées par rapport aux régions « centrales » du capitalisme ; il désigne donc les régions où le capitalisme (impérialisme) réalise ses surprofits. Quand nous disons que la Bretagne est une colonie, nous ne disons pas autre chose. Ainsi quand la S.N.C.F. dit que la modernisation ou le maintien de certaines lignes en Bretagne « ne sont pas rentables », c'est qu'elle se refuse à atteindre un certain niveau d'investissement en

MARIAGES C. R. M. BRETAGNE 17, rue de la République 29200 BREST Tél. 80.36.13 3, rue Charbonnerie 22000 SAINT-BRIEUC

Ingénieur, 49 a. veuf, affect. sensible, compréh., gai, dés. renc. D., douce, affect., féminine.

Ingénieur, 28 a., cél., franc, prév., gai, dynam., affect. dés. renc. D., gaie, franche, soignée, féminine.

Secrét. Médic., 34 a., Veuve, disting., affect., sensible, franche, gaie, dés. renc. M., bon, sent., aimant les enfants, sobre.

Infirmière 28 a., affect., soignée, gaie, dynam., franche, dés. renc. M. sent., sérieux, affect., dynamique.

31 a. Médecin, gai, ordon. sentim. compréh., renc. J.-F. affect. équil., compréh.

Puéricultrice, 29 a., fem. Intér., gaie, sentim., franche, dés. renc. M., prof. Médic., sérieux, franc, sentim.

Agricultrice, 22 a., douce, jolie, ép. J.-H. même milieu.

meubles A LE ROUX

Usine TREHUINEC,
Route de Baud
56000 PLESCOP

Magasin : 53, Route de Ste-Anne
56000 VANNES

ON N'EST JAMAIS SI BIEN SERVI
QUE PAR
MONSIEUR MEUBLE

HOTEL DE L'ARRIVÉE^{NN**} BAR 52, boulevard de la République 56-30-78 35400 SAINT-MALO BRASSERIE JEUX

ARTISANAT BRETON

Chapelle de TRONOEN
en St-Jean-Trolimon

30 artisans exposent toute
l'année soies, bijoux, pote-
ries et tissages...



GUINNESS
à la pression

238, rue Jean-Jaurès - BREST
Tél. 02.35.07

LES EMBRUNS
BÉNODET
Tél : 91.07.72



OUVERT
TOUTE
L'ANNÉE



Radio-UDB émet de 20 h. à 16 h.

Diffusant des messages de 3 minutes
depuis le siège national de notre Parti,

Radio-U.D.B. émet à partir de 20 h le
soir jusqu'à 16 h le lendemain.

Vous pouvez écouter le « droit à la
différence » en appelant

le 16 (98) 80.18.47

A bientôt.

Bretagne ; passé un certain point en effet, les investissements risquent d'être supérieurs au profit qui va vers l'extérieur de la Bretagne. Dire que ce n'est pas « rentable », c'est dire que la Bretagne doit rester une zone de faible investissement et de fort profit, ce qui est la définition de la périphérie au sens économique.

Des patrons routiers pas sympas

Cette réalité se constate jusque dans l'existence des sociétés de transport routier bretonnes. Elles sont relativement nombreuses en Bretagne (par exemple pour la longue distance, 147 en Ille-et-Vilaine, 75 dans les Côtes-du-Nord, 122 dans le Finistère et 107 dans le Morbihan, ceci en 1974) et c'est une activité en progrès ces derniers temps : le parc des camions a augmenté de 83 % entre 1963 et 1973. Il n'est pas dit que ça dure. Cette relative bonne santé n'existe qu'en fonction d'une exploitation éhontée de la main-d'œuvre : horaires épouvantables, manque de sécurité, bas salaires en regard du temps de travail ; les patrons sont particulièrement durs dans cette branche, la répression syndicale est extrême, et concertée. La section syndicale C.F.D.T. de l'entreprise Le Coz et Mahé a été démantelée par le licenciement, un à un, de tous les syndiqués, ceci entre décembre 1976 et février 1977, avant les élections au Comité d'Entreprise. Il fallait éviter qu'elles donnent la majorité à la C.F.D.T. et profiter, tant qu'il était encore temps de l'appui de l'ancien C.E., dévoué, par crainte, aux patrons (l'accord du C.E. est en effet nécessaire pour les licenciements). Ces patrons dynamiques invitent maintenant leurs comparses du Sud-Bretagne à utiliser leur méthode, bien au point désormais. Nous en parlions dans le Peuple Breton d'août dernier. Voilà la nature de ces entreprises, mais il est advenu en 1974 une législation européenne qui prévoit qu'un chauffeur ne puisse faire plus de 450 km de rang sans repos, autrement dit qu'il faut deux chauffeurs pour les transports longs et rapides. Du coup c'est le cri d'alarme des patrons de la branche : beaucoup d'entreprises disent-ils ne tiendront pas, ou alors elles s'installeront à l'extérieur de la Bretagne, dans des endroits plus proches des « centres » économiques. Voilà bien encore une illustration de la notion de « périphérie », ou de « colonie », comme on voudra : si une entreprise bretonne doit offrir des conditions de travail « normales » à ses ouvriers, ça ne va plus ; ou bien l'entreprise est bretonne et elle surexploite, ou bien elle ne surexploite pas mais alors elle disparaît, ou elle n'est plus bretonne.

La Bretagne, c'est donc bien le tiers-monde, la périphérie de l'Europe capitaliste. Si elle est excentrée, c'est par rapport à un centre et ce centre est défini par les monopoles européens, par l'impérialisme. Ce centre, c'est les régions développées d'Europe : la région parisienne l'axe rhéno-rhodanien avec les régions annexes (la « Lotharingie industrielle »). C'est un centre économique plus que géographique.

Laurent Le Page
(à suivre)

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

Faites

confiance à...



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth
BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)



MELODY
DISCOTHÈQUE
GUIPAVAS

CASTORS DE BREST

Lancement
d'un lotissement

**CAVALE - BLANCHE
BREST**

Pour tous renseignements,
ou inscriptions,
écrire à :

Association CASTORS DE BREST
Rue Bouet 29200 BREST

IMPRIMERIE OLLIVIER - 23, rue Maréchal Foch
56100 LORIENT
Tél. : 64.54.50

ASSERPE

Président : A. TANGUY
Docteur en Droit
Association loi 1901,
SANS BUT LUCRATIF
B.P. 503 - 35006 RENNES Cédex
Défense de l'environnement,
expertises de toutes natures
avant et après acquisitions
3 expertises GRATUITES par an aux
Adhérents de la Catégorie B.
(Réduction aux Membres de l'U.D.B.)



bati ouest

TOUTES
TRANSACTIONS
IMMOBILIÈRES

- 19, rue Traverse - BREST
Tél. 80.44.25
- 245, rue J.-Jaurès - BREST
Tél. 02.38.10

Membres de l'OCIB

LIBERTY

BAR - SNACK

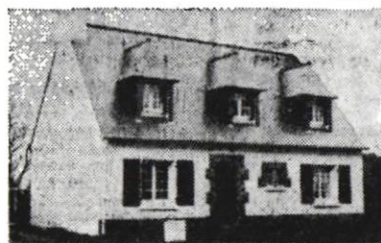
Consommations de 1^{er} choix
Musique tous les choix

3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

L'entreprise GUERROT

★★★★



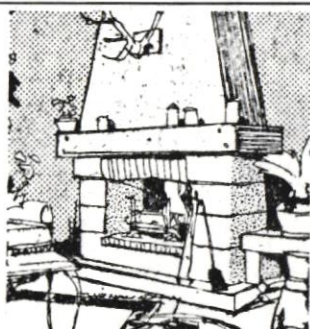
— Plus de
30 ANS D'EXPÉRIENCE
— Un seul souci :
BIEN CONSTRUIRE
— Un seul but : améliorer
VOTRE CADRE DE VIE

Siège social S.A.R.L. Guerrot
5, rue Mme de Sévigné, 90.10.91
Ergué-Armel - QUIMPER

BON pour un catalogue gratuit
NOM
Adresse



BUREAUX D'INFORMATION :
CONCARNEAU : 24, avenue Alain-Le Lay, tél. 97.18.57
PONT-L'ABBE : 8, rue Jean-Jaurès, tél. 87.09.45
DOUARNENEZ : 1, rue du Centre, tél. 92.24.84



CHEMINÉES RENÉ BRISACH

(Granit et pierres tendres)

LORIENT - Tél. : 64-58-80
72, rue Maréchal-Foch
SAINT-MALO - Tél. : 56-60-89
Bellevue Centre Commercial
QUIMPER - Tél. : 95-26-18
17 ter, rue Haute - Locmaria

BUROMODERN

29270 CARHAIX - Tél. 93.04.10

Machines
Meubles
Fournitures



MENUISERIE GÉNÉRALE DU BATIMENT

julien daniel

1, rue de l'Yser
56 - ETEL
Téléphone : 6

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM
ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F (1)
étranger : 40 F (1)
de soutien : à partir de 50 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F (1)
A partir du N° Inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**PUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM
ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F. (1)
étranger : 40 F. (1)
de soutien : à partir de 50 F. (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F. (1)
A partir du N° Inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

LA RÉPONSE



Francolon/Gamma

DEUX événements marquent ces dernières semaines : l'aggravation, dramatique, de la désunion de la gauche et la recrudescence des attentats en Bretagne.

La gauche d'abord. Nous avions cru qu'en 1972, il y avait un programme commun. Nous ne l'avions pas signé (il faut le rappeler, car certains n'hésitent pas à écrire le contraire) mais nous pensions qu'il représentait une chance pour la Bretagne et ses travailleurs. Face à l'aggravation de la querelle PCF-PS il faudra bientôt se rendre à l'évidence : il n'y avait pas de programme commun aux deux partis. Car nous pensons que le P.S. n'a pas « viré à droite » : il est resté lui-même. Tout comme le P.C.F. Et l'approche du pouvoir le révèle à des masses de travailleurs attristés, écoeurés, découragés, la rage au ventre devant la menace d'une nouvelle victoire de la droite en mars 1978 !

Pour nous, U.D.B., qui avons fondé toute notre stratégie sur cette union de la gauche et sur sa victoire, il faut avoir le courage de le dire, c'est une défaite et une déception...

Car, même si la droite crie un peu vite victoire et si, demain, un score électoral majoritaire amène Mitterrand à Matignon, ne nous y trompons pas : ce n'est pas le programme commun qui triomphera, mais le programme, social-démocrate, du P.S.

Non pas que nous prenions, en la circonstance, le parti des communistes. Leur choix, leur surenchère démagogique enlèvent bien de la crédibilité, surtout sur le plan économique, au projet de la gauche... Mais les positions du P.C.F. entraîneraient, à être appliquées, des mutations profondes et irréversibles de la société française. Un processus serait entamé où nous pouvions espérer que s'inscriraient aussi les grandes réformes administratives et culturelles que réclament l'U.D.B.

Tandis qu'avec une victoire P.S., dans un contexte de désunion de la gauche, avec la pression fascisante des bandes

de Chirac et de Sanguinetti, on aura tout au plus une gestion de la crise à la Schmidt ou à la Soarès. Et ce n'est pas parce que certains élus socialistes sont plus larges d'idées, en matière de régionalisation que leurs confrères communistes que les choses changeront...

D'abord parce que pour un Josselin, un Philipponneau ou un Le Pensec (qui ne comptent guère au P.S.) il y a bien des Mauroy, des Defferre et des Chandernagor, fervents partisans du jacobinisme. Ensuite parce que le projet P.S. de gouverner seul est un projet suicidaire : sans l'union profonde de tous les travailleurs, les changements indispensables ne seront pas possibles ! Enfin parce qu'affronté à la crise et à l'isolement, le P.S. aura autre chose à faire qu'à régionaliser la France. La chanson est connue. D'avance.

Alors, que faire ? Des attentats ? Effectivement, bien des indices montrent que certains Bretons espèrent trouver là une solution à l'impasse où se trouve leur pays ! Nous répétons ici, solennellement, que c'est une absurdité et une erreur. C'est une erreur politique profonde : le peuple breton ne veut pas aujourd'hui de plastiqueurs. Ceux qui parlent, à la légère, de guerre de libération feraient bien de mesurer ce que cela signifie de deuils, de souffrances, de tortures, de martyres. Parce que nous aimons profondément le peuple breton pour lequel l'U.D.B. a été créée nous disons que nous ne pouvons accepter cette absurde politique du pire avant d'avoir épuisé toutes les ressources du travail légal et démocratique, au grand jour.

Et il y a du travail ! Du travail dans les quartiers, les entreprises, les écoles, les municipalités. Face à la crise de la gauche, face à la formidable déception des travailleurs, il faut plus que jamais réclamer l'union et la faire, entre Bretons, autour de l'U.D.B. C'est la meilleure réponse aux querelles d'Etat-major parisiens. C'est la meilleure réponse aux plastiqueurs irresponsables.

UDB